

— **Johary** — Ireo soritry
ny fanjanahan-tany sy ireo
fisehony marolafy
— **Constellation**
— Des traces coloniales
aux expressions plurielles

JOHARY - CONSTELLATION, groupe de recherche — Antananarivo,
Madagascar & Marseille, France, Florence, Italie

Participants :

Imke Plinta, Dominique Rasanjison, Ny Ando Biazamandrosoarivo
(Photographie), Yolène Roth-Hanitriniaina Miora, Ezio David

Remerciement : Nous adressons nos remerciements à celles et ceux qui
ont contribué à la constitution de cet ouvrage, notamment les intellectuels vivants
ou défunts qui ont laissé en héritage une manne de connaissances sur Madagascar
historiens, poètes, sociologues, scientifiques... Nous remercions également
les banques d'images qui ont permis d'étoffer cet ouvrage et d'illustrer toute
la diversité de la Grande-île.

— **Johary** — Constellation
— Constellation — **Johary**

est un cercle d'études et de réflexion composé de Dominique Rasanjison, Imke Plinta,
Ny Ando Biazamandroarivo, Yolène Roth-Hanitriniaina Miora et Ezio David.

Johary parce que malgré la distance entre Antananarivo, Marseille, Tamatave,
Villenoy et Florence, un même sujet nous tient à cœur : **Madagascar et sa diversité.**
Nous travaillons main dans la main pour constituer un fonds commun
de connaissances textuelles et photographiques, qui compile les différentes études
menées à ce sujet.

Nous restituons une première fois cette matière à penser, et peut-être à panser
quelques blessures coloniales, à travers cet ouvrage. Tel un timeline, notre travail
s'articule autour d'une chronologie composée de la période précoloniale, coloniale et
postcoloniale pour aboutir à des questionnements sur ce qui reste à travailler.

Comment tisser le lien entre les deux
mondes pour qu'ils se rejoignent ?

**Comment formaliser pour valoriser
la diversité dans le système ?**

Comment rendre lisible et visible
une mono ethnie aux multiples nuances ?

**Comment faire de cette diversité
un outil de cohésion et d'innovation
sociale ?**

Avant-propos

La diversité de la population malgache est une réalité qui s'est créée pendant plusieurs siècles, voire un millénaire. En effet, les migrations *de Bantus d'Afrique* et *d'Austronésiens* ont façonné le peuplement de Madagascar. La Grande-île semble être le carrefour de tous les coins du globe : un métissage fait d'Afrique, d'Asie et même d'Europe.

Avant la colonisation, Merina et Sakalava ont été les deux royaumes les plus puissants. L'idée d'unification de l'île a été initiée par le roi Andrianampoinimerina (1745-1810), qui disait «*La limite de mon royaume est la mer*». Sa vision fut concrétisée par son fils Radama Ier (1793-1828) qui a unifié près de 3/4 de l'île grâce aux armées et aux alliances qu'il a opérées. Ce qui a valu au Royaume de Madagascar la reconnaissance par l'Angleterre en 1817. Cette monarchie a été abolie en 1897 par le Général Galliéni. Les colonisateurs se sont assis sur des restants de micro-royaumes ou de «*foko*» (dèmes) pour démanteler en quelque sorte la pacification qui est presque parachevée. Ils ont éclaté une nation en construction en plusieurs ethnies.

Toutefois, il n'existe pas d'«ethnie» en tant que telle à Madagascar. Pour instaurer la politique du «*diviser pour mieux régner*», le colonisateur a instrumentalisé des rivalités de proximité ou des différends entre peuples et royaumes. Et il a établi ainsi une catégorisation en 18 ethnies dont la territorialité est incohérente avec le bassin de vie. Des micro-royaumes (peuples ou foko) ont été arbitrairement mis dans une même catégorie pour la simple raison de leur proximité géographique. Le terme «*ethnie*» a été utilisé par le colonisateur, mais il n'en existe pas à Madagascar, contrairement aux Tutsi et Hutu au Rwanda. Outre l'instrumentalisation des 18 blocs, le colonisateur a insufflé une rivalité entre deux blocs : merina (ceux du centre) et côtiers.

Cette répartition du peuple est restée jusqu'à aujourd'hui, tel un héritage de la formalisation opérée durant la colonisation, mais comme une traduction de la diversité du peuple également. Les traces de cette catégorisation demeurent visibles dans le quotidien. En témoigne, entre autres, la récente polémique autour de l'interdiction des «*cheveux afro*» au sein d'un institut supérieur privé.

La colonisation a importé le concept d'Etat qu'elle superpose à une Nation en devenir. Cette Nation continue néanmoins d'évoluer à son rythme et se refuse à la formalité importée. Dorénavant, la structure sociale fait cohabiter deux mondes parallèles qui évoluent à deux vitesses : l'administration officielle ou formelle inspirée du système français et l'administration officieuse ou informelle propre au pays. Ces deux mondes parallèles sont perceptibles ainsi dans le quotidien formel et informel.



— chapitre 1 — **Les origines du peuple malgache** le premier peuple métis ?

L'histoire ainsi que la physionomie démontrent la diversité de la population malgache, une réalité qui s'est créée sur plusieurs siècles. En effet, les migrations de Bantus d'Afrique et d'Austronésiens ont façonné le peuplement de Madagascar. La Grande-île semble être le carrefour de tous les coins du globe : un métissage fait d'Afrique, d'Asie et même d'Europe.

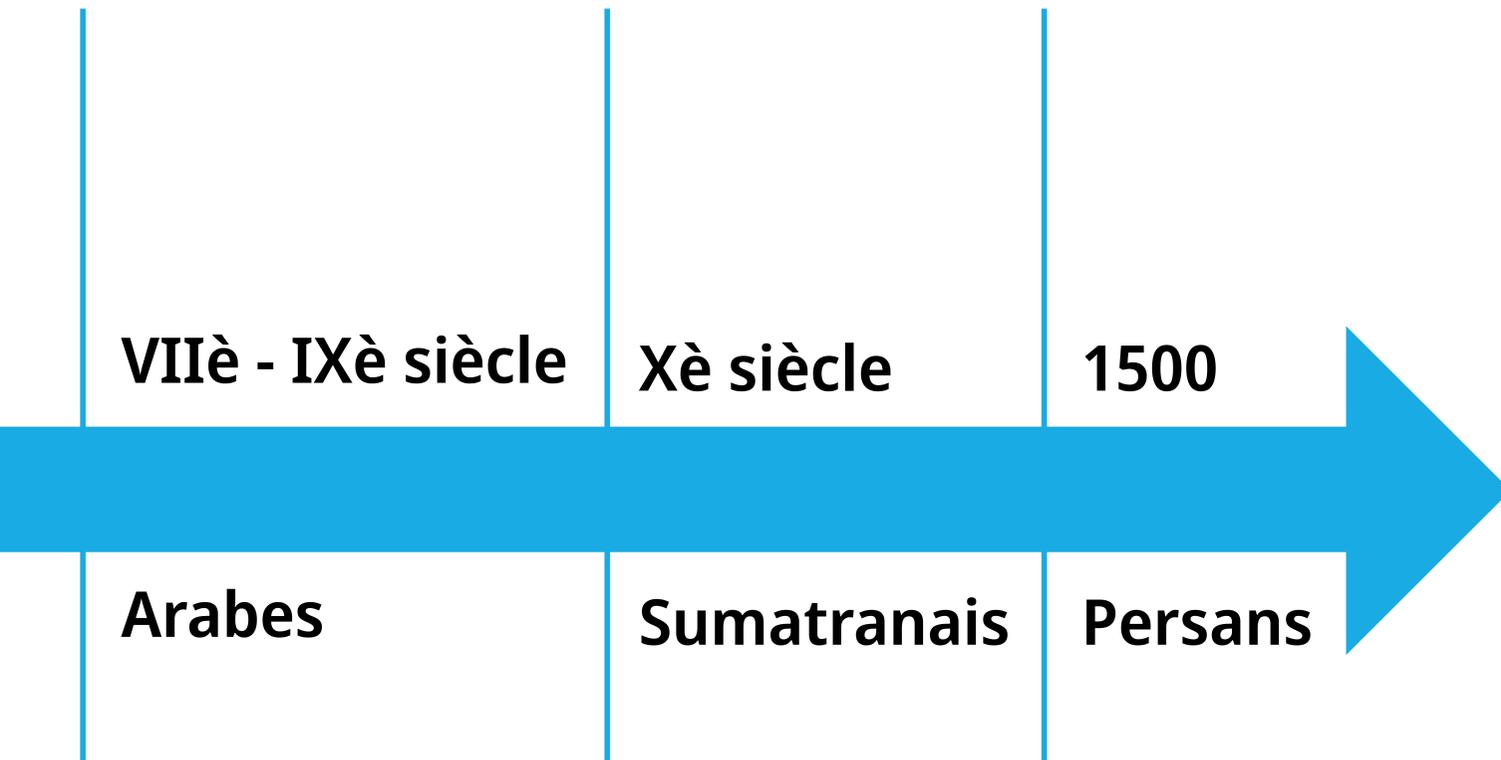
Peuplement de Madagascar

Langue : plus indonésienne

Peuplement : plus bantu (Afrique)



Localization of the Asian ancestry of Malagasy by (A) a TreeMix dendrogram, (B) F_{ST} distances and ...



VIIè - IXè siècle

Xè siècle

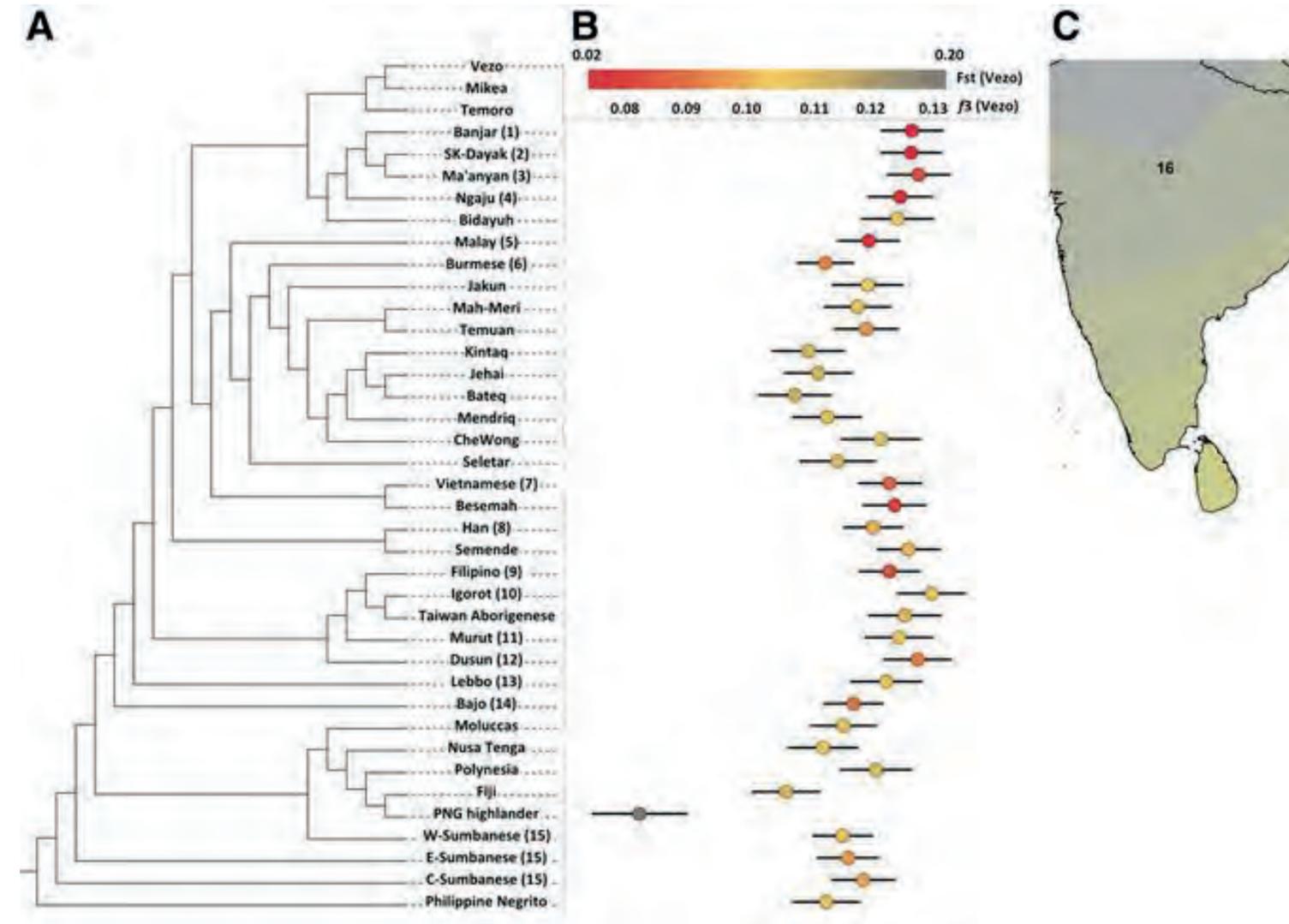
1500

Arabes

Sumatranais

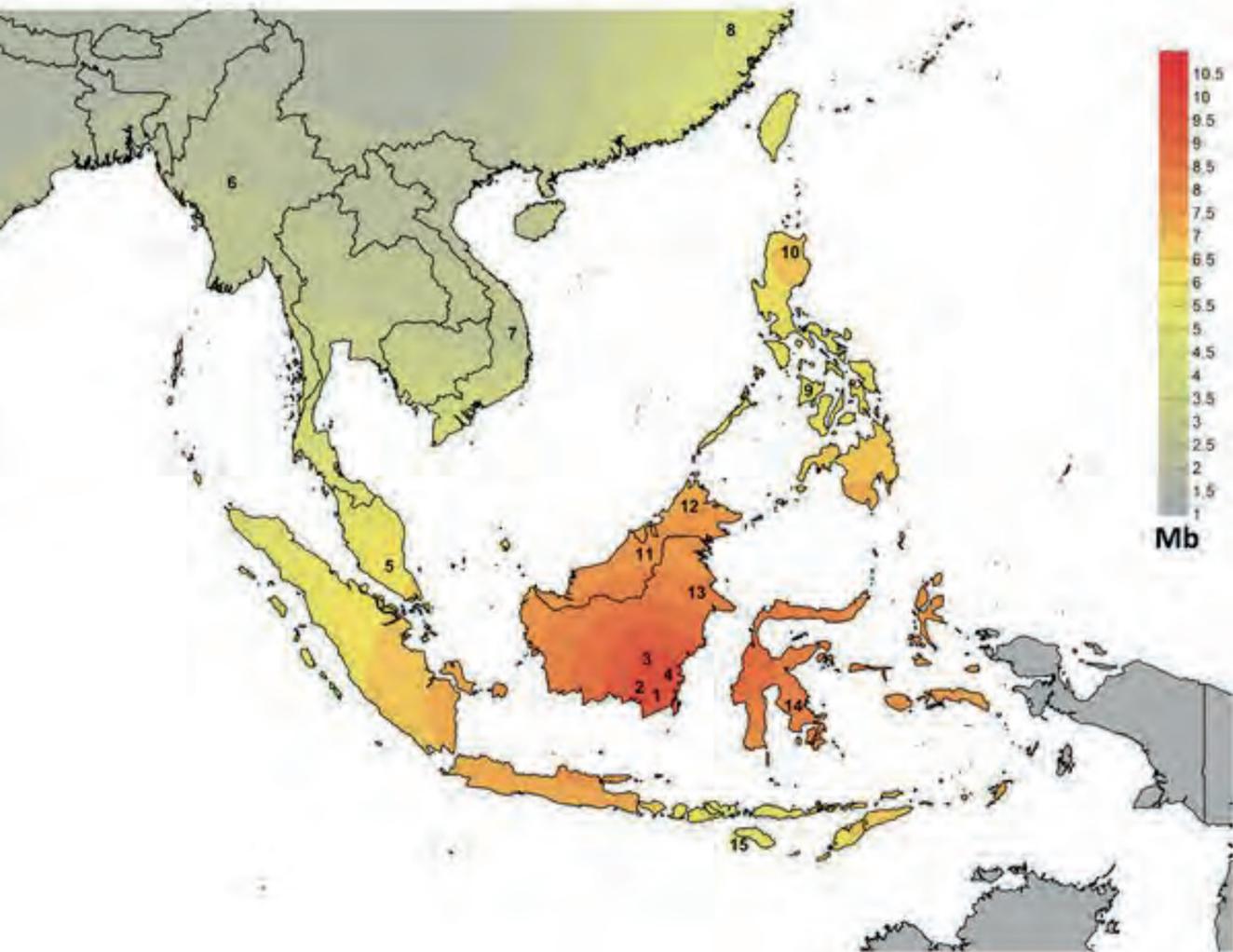
Persans

Néo-indonésiens : Merina



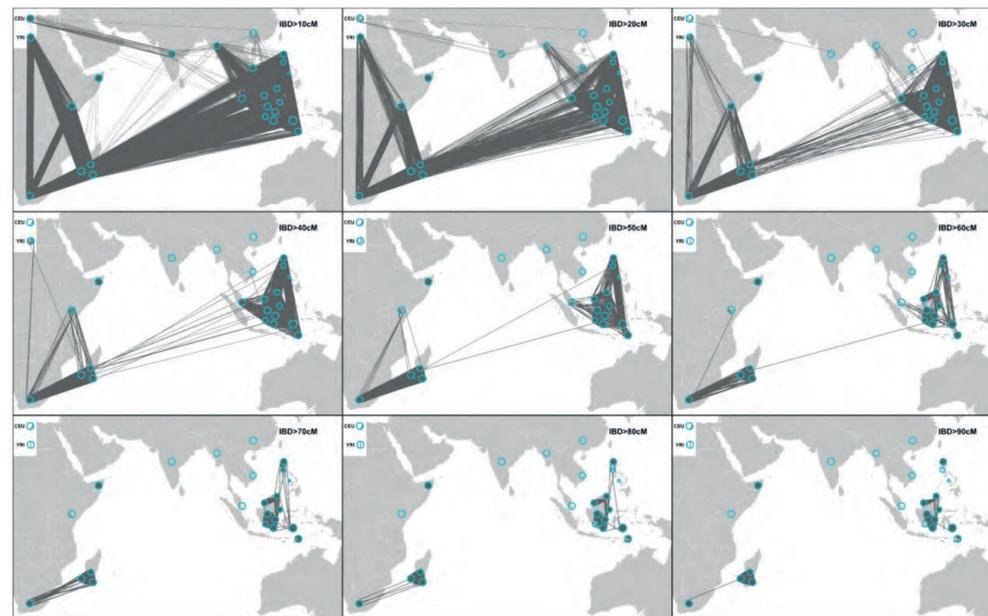
Molecular Biology and Evolution, Volume 33, Issue 9, September 2016, Pages 2396 - 2400, <https://doi.org/10.1093/molbev/> Oxford University Press

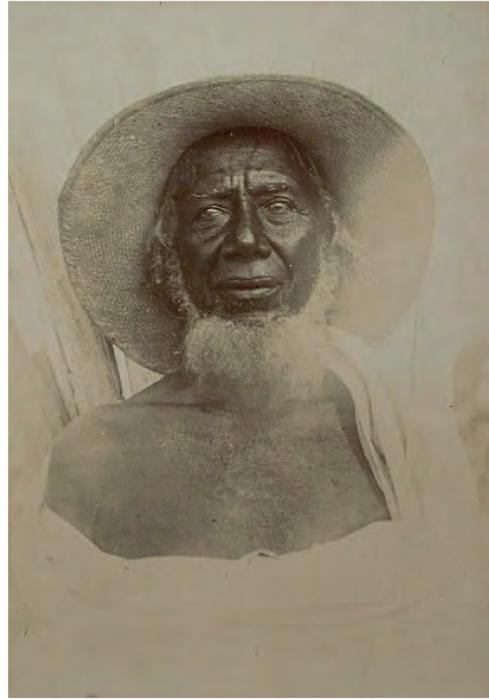
Identités Humains de la grande île



1. Jeunes filles vezo
2. Un couple bara
3. Portrait ancien d'une femme malgache
4. Jeune homme antandroy
5. Jeune fille vezo

Supplementary Figure 56 - Shared Identity-By-Descent fragments between pairs of individuals in the high density dataset, filtering for different thresholds of shared IBD fragments (from IBD > 1 cM to IBD > 90cM), calculated with RefinedIBD (Browning and Browning 2007; Browning and Browning 2013). Populations are represented by a blue circle which diameter is proportional to the number of individuals (from n=4 to n=31). Shared IBD fragments between each pair of individuals are represented by a black line with Cytoscape (Shannon, et al. 2003).





1. Homme âgé de la côte
2. Femme Betsimisaraka de la côte
3. Collectie Tropenmus
4. Jeune Fille Besileo



1. Femme Zaramanampy allaitant son enfant, Couadou, phot. Toulon-sur-Mer
2. Femme Merina en deuil
3. Femme Zaramanampy H. Cattin, Fianarantsoa
4. Portrait vintage de femme malgache de la côte





1



2



2

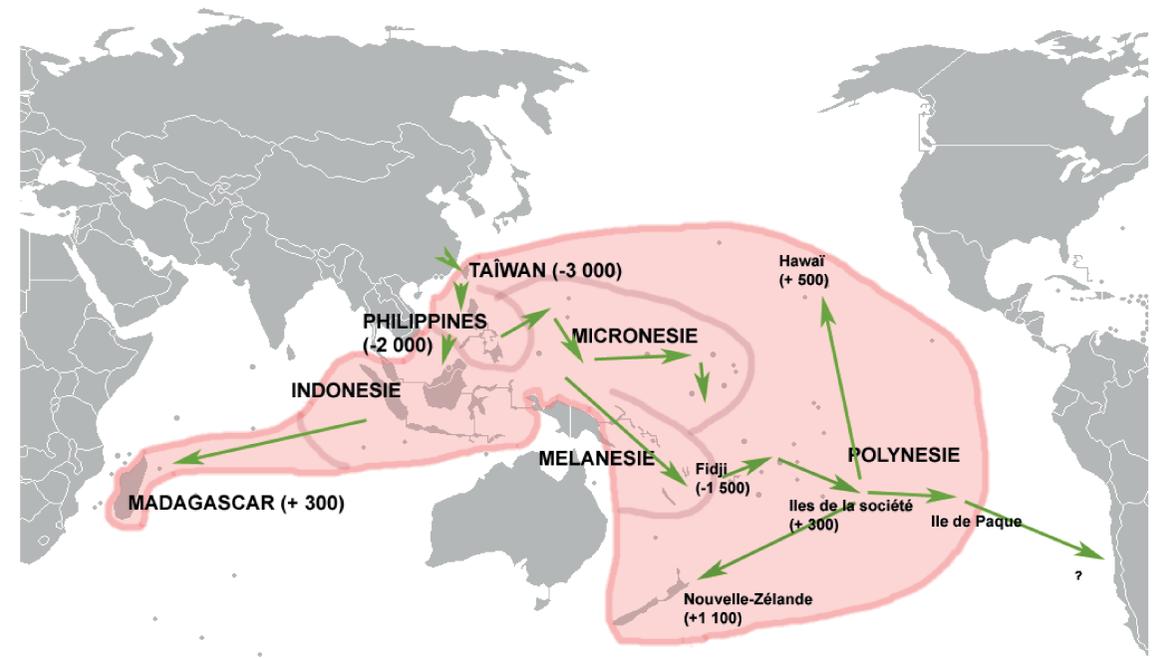


3

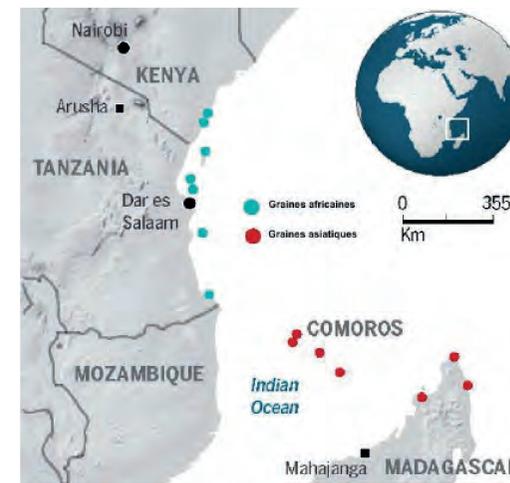


4

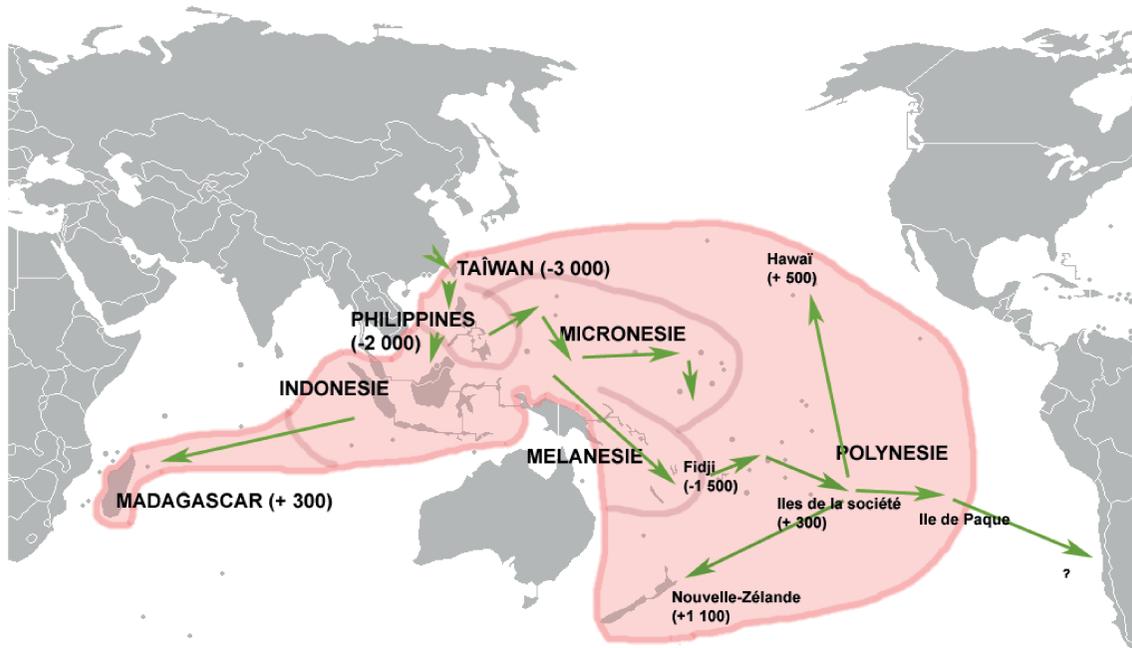
1. Jeune Femme Sakala
2. La Reine Ravalalona III, dernière reine du Royaume de Madagascar
3. Jeune femme merina
4. Jeune femme merina
5. La Reine Ravalalona III



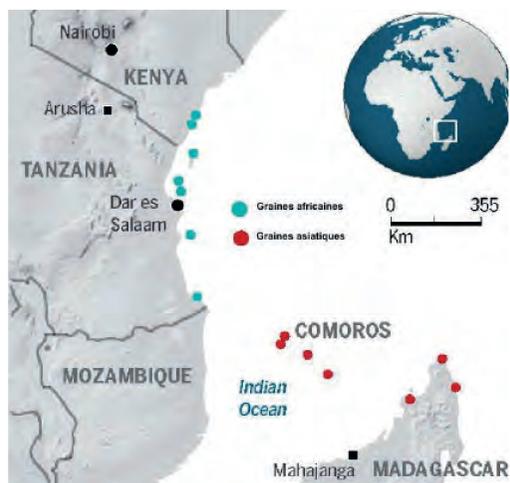
« Figure2 - copie », EspacesTemps.net [En ligne], 2015 | Mis en ligne le 17 novembre 2015, consulté le 17.11.2015. URL : <https://www.espacestemp.net/articles/le-nouvel-avata-ancestralite-dans-historiographie-malgache/figure2-copie/> ;



Les restes archéologiques des récoltes à Madagascar suggèrent que les marins austronésiens ont colonisé Madagascar et les Comores. Mais l'influence de l'ancienne cuisine asiatique s'arrête aux côtes de l'Afrique.



« Figure2 – copie », EspacesTemps.net [En ligne], 2015 | Mis en ligne le 17 novembre 2015, consulté le 17.11.2015. URL : <https://www.espacestemp.net/articles/le-nouvel-avata-ancestralite-dans-historiographie-malgache/figure2-copie/> ;



Les restes archéologiques des récoltes à Madagascar suggèrent que les marins austronésiens ont colonisé Madagascar et les Comores. Mais l'influence de l'ancienne cuisine asiatique s'arrête aux côtes de l'Afrique.

— chapitre 2

La limite de mon royaume est la mer

Andrianampoinimerina
1745 – 1810

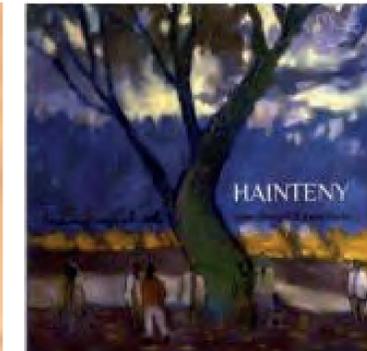
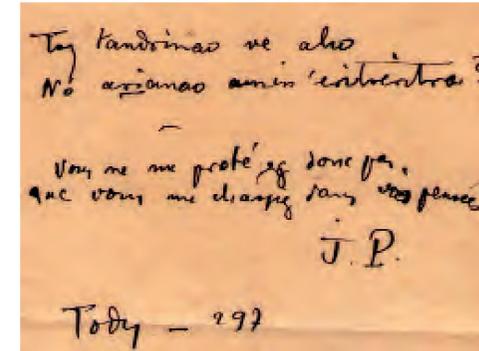
Avant la colonisation, Merina et Sakalava ont été les deux royaumes les plus puissants. L'idée d'unification de l'île a été initiée par le roi Andrianampoinimerina (1745 – 1810), qui disait «La limite de mon royaume est la mer». Sa vision fut concrétisée par son fils Radama Ier (1793 – 1828) qui a unifié près de 3/4 de l'île grâce aux armées et aux alliances qu'il a opérées. Ce qui a valu au Royaume de Madagascar la reconnaissance par l'Angleterre en 1817. Madagascar était une Nation en devenir.



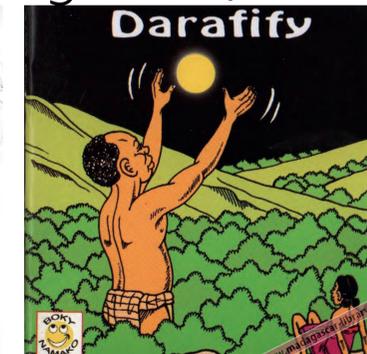
Avant 1820

La littérature orale

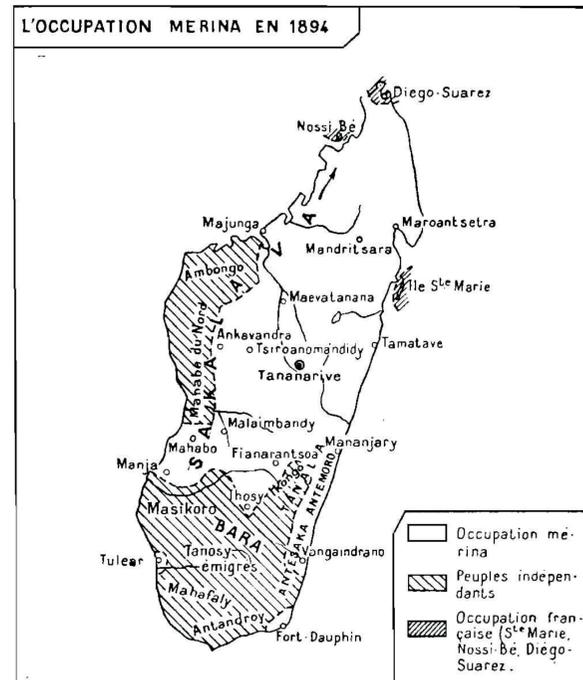
Hain-teny (art du verbe) à lire Jean Paulhan



Angano (contes et légendes)



1. Exemple de Hainteny retranscrit par Jean Paulhan
2. Couverture d'un ouvrage sur les Hainteny
3. Couverture du conte malgache sur Trimobe (ogre) et Fara (sa femme)
4. Couverture du conte Darafify (le géant)



1. Andrianampoinimerina (Le Prince du centre de l'Imerina) / Source : <http://www.macp.gov.mg/blog/kolontsaina-ny-nanjakan-andrianampoinimerina/>
2. HISTOIRE DE L'AFRIQUE, Tome II, L'AFRIQUE PRECOLONIALE : 1500-1900 par Robert CORNEVIN, 1966 (p.140)

Kabary (joute verbale)

Étymologiquement, le genre littéraire « discours » kabary nous vient du swahili kabari, habari, « information », et de l'arabe kabar, « informer, dire » (Michel-Andrianarahinjaka, 1987 ; Beaujard, 1998). Le malgache connaît deux formes variées par la voyelle finale qui sont kabary et kabaro. Le terme kabaro est connu dans plusieurs régions de Madagascar. Il prend le sens de « nouvelles, informations » dans akôry kabaro, « quelles sont les nouvelles », ou kabarinareo ?, litt. « Quelles sont vos nouvelles ? », ou de « discours public ; palabres, réunion publique où l'on tranche une affaire qui concerne la communauté » (Beaujard, 1998). Le verbe mikabaro peut signifier également « attaquer, accuser quelqu'un dans un palabre » (ibid.).

Les femmes « oratrices » mpi-kabary de l'association Fimpima (Fikambanan'ny Mpikabary eto Madagasikara « Association des rhéteurs à Madagascar ») Changements et innovations*: Laila Raharinjannahary. Source : <https://journals.openedition.org/oceanindien/1755#tocto1n2>

Il existait un papier malgache antérieur à la colonisation — surtout dans le sud-est de l'île, en pays antemoro. Celui-ci servait, dans cette société islamisée (...) à fabriquer des sorabe, textes écrits en caractères arabes : le sorabe.

Nativel Didier, « Réversibilités documentaires ». Les matérialités affectives du papier en histoire de l'Afrique (XIXe-XXe siècles) », Cahiers d'études africaines, 2019/4 (n° 236), p. 993-1024. URL : <https://www.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2019-4-page-993.htm>

L'écriture à la quelle le papier servait de support est à coup sûr importée du monde musulman, et ce constitue dans ce cas un indice supplémentaire de l'origine étrangère de cette technique, ce dont s'enorgueillit la communauté antemoro qui se prévaut d'une origine arabe. Ceux qui à Antananarivo, Ambalavao ou à Fianarantsoa, fabriquent aujourd'hui du papier traditionnel, reconnaissent cette origine.

Contribution à la connaissance du « papier Antemoro » (Sud-est de Madagascar), Gabriel Ratoandro, Année 1983, p86



Photographié par un visiteur du quai Branly lors de l'exposition "les Malgaches sont fiers de leur métissage".



Radama Ier (1793-1828) Fils d'Andrianampoinimerina 1820 – 1896

Période de la littérature «chrétienne»

Les grandes lignes : Se tourner entièrement vers Dieu, Être conscient d'être pécheur, Espérer le paradis.

Les faits : Royaume méridional (Radama I), Entrée du christianisme via les missionnaires LMS, Premier enseignement à lire et à écrire

Les dates marquantes:

23 mars 1823 : adoption de l'alphabet occidental (rejet du Sorabe, l'écriture arabo-malgache)

1835 : traduction de la bible en malgache

1861 : parution de la première gazette TENISOA (bonne parole).

Ranavalona I épouse de Radama I 1828 – 1861

“La grande île de la mer des Indes, dépendance naturelle du continent africain, se montre, comme lui, opiniâtrement rebelle à l'invasion étrangère. Aux persévérants efforts de l'Europe, elle oppose la longue ligne de ses sombres forêts, les deltas marécageux de ses fleuves, l'inimitié ou la circonspection de ses habitants. L'Angleterre, partout ailleurs si heureuse, y a vu presque entièrement échouer jusqu'ici les plus habiles tentatives de sa politique. La France y a planté son drapeau au temps où, avec Richelieu et Colbert, elle était colonisatrice; aujourd'hui même, elle y conserve des droits que, tous les cinquante ans, elle renouvelle : c'est ainsi qu'en 1840 notre artillerie a tonné sur ses rivages pour saluer dans une nouvelle prise de possession le nom et les couleurs de la France. Vaine formalité! Madagascar s'appartient à elle-même.”

La France et L'Angleterre à Madagascar, La Reine Ranavalona et la société malgache





Les ambassadeurs de la reine Ranavalona I, reçus en février 1837 par la reine Adélaïde d'Angleterre

La fraternité entre l'Angleterre et Madagascar trouve sa source vers le début du 19^{ème} siècle quand des missionnaires anglais envoyés par la Reine Victoria ont débarqué dans la côte Est, à Toamasina. Précédemment, plusieurs scientifiques, hollandais, français, américain sont déjà venus sur la Grande île afin d'étudier la langue, la culture l'organisation et la vie sociale malagasy. Outre cette appropriation culturelle, ces visiteurs étrangers ont également pour but d'établir une relation commerciale avec les autochtones malagasy dirigés à l'époque par plusieurs royaumes. Contrairement aux autres pays ayant déjà établis des relations commerciales avec les habitants des zones côtières, la Grande Bretagne a attendu que fut instaurer, à la fois dans les zones côtières que dans les grandes haute terres centrales, soit sur tout l'ensemble du territoire malagasy, une monarchie unique et reconnue par tous. C'est ainsi que le 1er octobre 1817, en reconnaissance à la souveraineté du Roi Radama 1er en tant que Roi de Madagascar, la Reine Victoria, Reine d'Angleterre et de l'Ecosse, a envoyé des missionnaires de London Missionary Society (LMS) afin de négocier auprès du jeune Roi un traité d'amitié et de commerce entre les deux pays. Source : Agence ANTA, octobre 2017



1. Madagascar : Insvla S. Laurentii, Vulgo Madagascar, Joan BLAEU (1598-1673).
2. Lettre du missionnaire David Jones au roi Radama I en octobre 1821 (Photo d'archive de l'ANITA, AGENCE NATIONALE D'INFORMATION TARATRA)

— chapitre 3 – **L'abolition de la monarchie ou le début de la colonisation**

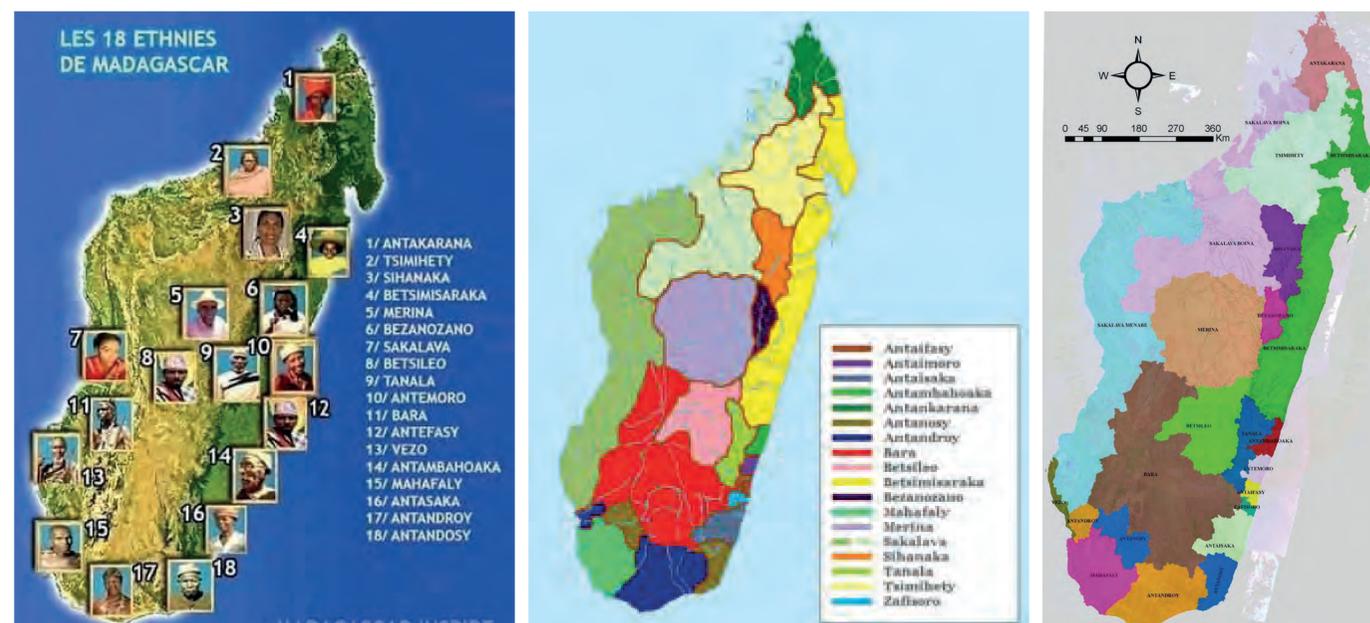
Bien que parachevé, le Royaume de Madagascar a été aboli en 1897 par le Général Galliéni. Les colonisateurs se sont assis sur des restants de micro-royaumes ou de « foko » pour démanteler en quelque sorte la pacification qui est presque parachevée. Ils ont éclaté une nation en construction en plusieurs ethnies, 18 plus précisément.

1897 – 1915 : La littérature d'imitation

Les grandes lignes : Adoration du “vazaha”, Progrès, Guerre entre croyants et incroyants.
Les faits : 6 août 1896 Annexion, Enseignement prodigué en français, création du VVS en 1924

Les 18 ethnies de Madagascar Un découpage territorial incohérent avec le bassin de vie. Il n'existe pas d'ethnie en tant que telle à Madagascar. Il y a plutôt un fond linguistique et culturel commun qui a été éclatée et cloisonnée pour mieux asseoir la colonisation.

La catégorisation en 18 ethnies est une pure construction coloniale. Elle répond à la politique du « **diviser pour mieux régner** ». Des micro-royaumes ont été arbitrairement mis dans une même catégorie pour la simple raison de leur proximité géographique. Le terme « **ethnie** » a été utilisé par le colonisateur, mais il n'en existe pas à Madagascar, contrairement aux Tutsi et Hutu au Rwanda.



Les morts sans nombre d'une insurrection

Madagascar 1947, Entretien avec J.L. Raharimanana



1. Carte représentant les 18 ethnies de Madagascar
2. Carte de découpage territorial selon les 18 ethnies
3. Autre carte de découpage territorial
4. Carte administrative coloniale, 1947.
5. Capitulation des insurgés de 1947
6. Punition des rebelles captifs
7. Le gouvernement français envoie à Madagascar des renforts. Ce sont d'abord pour l'essentiel des troupes coloniales (travailleurs sénégalais).
8. Carte représentant l'insurrection de 1947 et ses impacts économiques

Avec une superficie un peu supérieure à celle de la France, Madagascar est la cinquième île au monde, à 415 km des côtes mozambicaines. Sa culture est le produit de populations diverses, dont l'origine et les proportions font toujours question aujourd'hui, premier mystère démographique d'un pays qui en comptera bien d'autres, autrement plus tragiques. L'implantation française remonte à la colonie de Fort Dauphin, instituée au sud de l'île en 1643, la plus ancienne du continent. Mais c'est en 1884-1885, à la conférence de Berlin, que l'ensemble du territoire, comme d'autres, est attribué à la France, seul bastion face à la domination britannique au sud de l'Inde. Il faut encore une dizaine d'années et quelques incidents diplomatiques habilement exploités, pour que cette possession se change en conquête. Cette dernière se fait apparemment sans heurt, mais est suivie de neuf années de « pacification ». Le travail forcé est instauré, des ministres sont exécutés pour l'exemple et la reine contrainte à l'exil. Le bilan de cette période laisse une incertitude sur des chiffres le plus souvent passés sous silence, et désormais difficilement accessibles: ceux des morts laissés par les colonnes du général Gallieni, dont la brutalité prend exemple sur les méthodes de Bugeaud en Algérie. La dernière biographie en date, de 1989, réduit pourtant ces combats à quelques anecdotes, préférant s'attarder sur les intrigues de palais, certes bien mieux documentées, mais sans importance capitale, même d'un strict point de vue militaire. À ces morts sans nombre et sans image, l'auteur substitue encore le souvenir de la propagande civilisatrice: les écoles et les hôpitaux, les routes et les voies ferrées, et surtout l'abolition de l'esclavage¹. Force est de constater que ces bienfaits n'auront pas su convaincre, puisqu'en mars 1947, l'île se révolte à nouveau, malgré un rapport de forces immensément défavorable -un ancien militaire français évoquera en 2002 la «révolte des sa-gaies». Le contexte de la quatrième république, qui parle d'émancipation avec les mots de 1793, rend cette nouvelle pacification un peu plus inacceptable, assez en tous cas pour qu'elle n'ait pas été oubliée de tous les historiens. Sur l'instant cependant, les autorités sont encore assez sûres de leur droit pour avouer d'emblée un bilan de 89 000 morts. Ce dernier, repris en 1974 par Jacques Tronchon, grand spécialiste de la période, est aujourd'hui revu à la baisse sur la foi d'un seul article, tout d'abord publié dans les actes d'un colloque, puis repris dans Marianne et à deux reprises dans L'Histoire, avec des variations. Son objectif, lui, ne change guère: ramener le nombre des victimes de 89 000 à 10 000 ou à 40 000 -les deux chiffres étant avancés

au passage avec la même assurance- et surtout, affirmer qu'une bonne part des décès est imputable aux insurgés eux-mêmes. L'explication fournie, surtout, révèle le fond de cette démarche obsédante: en créant l'insécurité, ils auraient contraint la population à mourir de faim et de froid dans les forêts pendant plusieurs mois.

En 2007, l'écrivain malgache Jean-Luc Raharimanana a consacré à son tour à la mémoire de cette insurrection un texte d'une grande force polémique et poétique intitulé simplement Madagascar 1947. Ce livre a été adapté au théâtre par Thierry Bédard, et est accompagné d'images insoupçonnées: l'une d'elles montre une femme sans âge, au visage décharné, les yeux hagards fixés sur l'objectif. Derrière elle, on distingue un gendarme français en uniforme et tout au fond, la forêt tropicale.

Olivier Favier: Je voudrais tout d'abord que vous reveniez sur ces photographies, leur histoire, leur absence longtemps. C'est une chose qui me frappe en effet: la plupart des guerres coloniales sont des guerres sinon sans images, en tous cas sans icônes pour la mémoire. Or celles que vous montrez dans votre livre, une fois révélées, sont difficilement oubliables.

Jean-Luc Raharimanana: Ces photographies sont issues du fonds Charles Ravoajana-hary (1917-1996) qui fut une figure importante de l'accession de Madagascar à l'indépendance. Longtemps directeur du département de Langues et Lettres malgaches, il a toujours milité pour une réelle indépendance de l'île. Il était conscient que malgré l'indépendance obtenue en 1960, Madagascar était toujours sous domination économique, politique et culturelle. C'est ainsi qu'en 1981, il organisa une grande exposition photographique sur les "Résistances malgaches". L'exposition comportait à la fois des photos et des illustrations sur toutes les guerres coloniales qui se sont succédées à Madagascar, du mouvement des Menalamba au début du siècle à la rébellion de 1947. Mais cette exposition allait également signifier le début de ses déboires politiques. En mettant en avant la notion de "Résistance", il allait encourir les foudres du nouveau régime de Didier Ratsiraka, qui par la suite deviendra un régime dictatorial. L'exposition a été remise dans les oubliettes et Charles Ravoajanahary va avoir de moins en moins de marge de manœuvre. Les photos ont été "oubliées", très peu sont remontées à la surface. C'est en décembre 2006 que j'ai vu ces photos pour la première fois, à Paris, chez sa fille,

Randianina Ravoajanahary. Cette dernière, avec son compagnon Vincent Wable, étaient en train de réaliser un film sur moi (Gouttes d'encre sur l'île rouge), je sortais de plusieurs séances d'entretien avec eux, et de fil en aiguille, on en est arrivé à parler de la question de l'image sur les événements historiques de l'île. C'est là que Randianina Ravoajanahary m'a montré ce qui restait de l'exposition de son père, ce qu'elle avait pu sauver de cette exposition, vu les divers emprisonnements de son père... En tout une cinquantaine de photographies conservées dans une petite malle, déjà entamées par l'humidité et déchirées par endroits. Ce ne sont pas des photos originales, on ignore d'ailleurs l'auteur ou les auteurs des photographies. Il s'agit probablement de l'armée française. Lors des troubles en 1947-1948, en même temps que les bombes, l'armée française a largué des tracts et des photographies pour inciter les rebelles malgaches à se rendre et à se "ranger" du côté de la "civilisation". Y figuraient des photographies montrant "les bienfaits de la civilisation" mais également des photographies montrant le sort qui attendaient les rebelles, des photographies de cadavres, de villages incendiés... Beaucoup de malgaches ont conservé ces photos, comme ultimes preuves de l'existence des événements, des massacres, de leurs luttes, mais très peu ont montré ces photographies hors du cadre familial, comme si ces photographies étaient devenues d'un coup très intimes, et toujours potentiellement dangereuses. Certaines photos sont connues, notamment concernant le procès des trois parlementaires Ravoahangy / Raseta / Rabemananjara. La série sur la soumission du village rebelle, avec notamment cette femme au visage décharné, je ne l'avais jamais vue. Il est clair que c'est toujours l'armée française qui a pris les photos, il y a une réelle mise en scène des photographies, avec les femmes et les enfants d'un côté, les hommes de l'autre, ces cérémonies de soumission où le ou les chefs rebelles, bien habillés, déposent leurs armes (des sagaies). Il s'agit probablement d'un rapport "photographique" de l'armée à sa hiérarchie concernant la "pacification" et la "soumission" des rebelles. Cette série est la plus incroyable pour moi, car prise sur le vif, au moment où ces dits-rebelles sortent de la forêt où ils ont vécu des mois entiers, traqués, survivant dans l'humidité et les maladies, de là ces regards, des regards qui me touchent énormément car regardant l'objectif en face, des regards qui ne sont malgré tout pas vaincus, qui font face à l'injustice. Cette série révèle aussi la parole des anciens qui ont connu cet événement. Ils n'ont jamais cessé d'en parler en réalité, mais il est difficile "d'imaginer" ce qu'il ont vécu, l'indignité de ne plus vivre comme des hommes, l'intolérable de leur situation, et comment tant de barbaries ont pu être perpétrées... Dans ce sens, oui, ces photos sont une véritable "révélation", au sens premier du terme, elles révèlent la parole des anciens rebelles, on ne peut plus ne pas les croire...

Plus tard, lorsque Thierry Bédard a fait l'adaptation théâtrale du livre, nous nous sommes aperçus que toutes les photos du fonds Charles Ravoajanahary étaient présentes aux archives Anta2, à Antananarivo, en bien meilleur état, avec les annotations et les dates de prise de vue de l'armée française. La mémoire était là, au centre-ville, mais personne n'avait eu le courage de la ressortir, car ces photographies posent nécessairement question. Sur la photo que vous citez par exemple, dans mon livre, on devine comme vous le signalez un officier français. Mais c'est parce que la photographie est rongée par l'humidité qu'on ne devine pas qu'il s'agit en réalité d'un officier malgache... C'est ce que montre très clairement la même photo aux archives Anta. Se pose la question de la collaboration, de la trahison, des choix des uns et des autres. C'était peut-être trop tôt ? C'est peut-être à notre génération d'en parler ? En France comme à Madagascar ? Nos parents, des deux côtés, étaient peut-être trop touchés par cet événement pour en parler sereinement ? Je ne sais pas. En tout cas, les gouvernements qui se sont succédés n'ont jamais manifesté le désir de transmettre la mémoire, aussi bien du côté de la France que de Madagascar. Qui est ce photographe qui a pris les clichés ? Pourquoi n'en a-t-il jamais parlé ? Vit-il encore ? Quels sont les officiers français impliqués dans ces répressions ? Pourquoi n'ont-ils jamais parlé ?



Un «soumis» de 1947. Cette image, comme celle à laquelle il est fait référence en introduction, est reproduite dans le livre de Jean-Luc Raharimanana, *Madagascar 1947*, Paris, Vents d'ailleurs, 2007.

Les morts sans nombre d'une insurrection Madagascar 1947, Entretien avec J.L. Raharimanana

Olivier Favier: Aujourd'hui se met en place, comme je l'écrivais en introduction, une littérature nouvelle. Elle apporte une tardive reconnaissance aux faits dans le seul but, semble-t-il, d'en relativiser la portée. Ces discours résonnent comme un prolongement du silence. De ce point de vue, l'exemple de Madagascar est particulièrement révélateur de quelques évolutions liées aux études postcoloniales. Il me semble en effet qu'on glisse peu à peu du «lieu d'oubli» à la «guerre de mémoires». Certes, la formule de Benjamin Stora s'applique à un cas très différent, celui de la guerre d'Algérie, dont la mémoire est revendiquée par deux communautés numériquement importantes, les Algériens eux-mêmes et les Pieds-noirs. Longtemps pourtant, la grande île est apparue elle aussi comme un fleuron de l'empire colonial français, et le général Gallieni est encore très présent dans les odonymes – à commencer par la gare routière de Paris. Seuls les massacres et la réalité du système colonial -autrement dit l'essentiel- ont été tenus à l'écart de cette légende dorée. Quels ont été, et quels sont aujourd'hui, les porteurs de la mémoire cachée des deux pacifications? Quels ont été et quels sont pour vous les vecteurs d'une histoire possible?

Jean-Luc Raharimanana: J'aimerais d'abord revenir sur les formules "lieu d'oubli" et "guerre de mémoires", il est important de savoir de quel point de vue on observe la situation. Les Malgaches n'ont pas oublié les deux pacifications, c'est à dire celle de Gallieni au début du siècle, et celle de 1947. Le terme « ady anaty akata » est entré dans le vocabulaire malgache, c'est la stratégie adoptée par les guerriers malgaches dans le sud de l'île pour résister à l'avancée de Gallieni. Le terme qui signifie littéralement "affrontement dans les cactus"... désigne ces attaques rapides et le repli immédiat dans la forêt de cactus. Est resté également "zarazarao anjakana", ou "diviser pour régner", la politique militaire et coloniale de Gallieni. Et surtout, est resté ce qui demeure jusqu'à aujourd'hui l'un des plus grands problèmes politiques et économiques de Madagascar, l'instauration des provinces et la classification ethniques des régions. Et là, c'est un héritage direct de Gallieni qui a fixé administrativement les ethnies dans les régions, l'ethnie étant beaucoup plus mouvante avant l'arrivée de Gallieni et l'instauration du code de l'indigénat où les Malgaches pour aller d'une région à une autre étaient contraints de payer soit une taxe, soit de demander l'autorisation. Madagascar jusqu'à aujourd'hui n'arrive pas à se dépêtrer de cette situation, il y a des frontières imaginaires dans nos têtes, les provinces sont

inscrites dans nos mémoires, nous changeons de ville, de régions, nous adoptons d'autres attitudes, d'autres manières de voir nos compatriotes, des préjugés, des craintes... D'ailleurs les différentes crises politiques à Madagascar à partir de 1991 viennent directement de cette question, que faire des provinces ? Il y a eu la tentative de Régions autonomes après le retour de Didier Ratsiraka en 1995, l'instauration des 22 régions depuis Ravalomanana, et l'idée récurrente du fédéralisme, mais fédéralisme sur quelle base ? Quelles seront les régions fédérées ?

L'autre mémoire concerne 1947. Cette pacification a clairement déterminé les rapports entre les politiciens malgaches. Lors du soulèvement, les autorités françaises ont porté un coup fatal au parti MDRM en arrêtant ou en fusillant ses membres. Les "rebelles" se sont ensuite identifiés au parti. MDRM est ainsi devenu synonyme de "patriotisme". Un autre parti existait à l'époque : le PADESM (Parti des déshérités de Madagascar), un parti qui comptait essentiellement des élites des régions côtières, un parti qui prônait l'indépendance aux côtés de la France. La répression de 1947 a fait basculer les choses, le PADESM a dénoncé le MDRM et s'est rangé du côté de la France. PADESM est ainsi devenu synonyme de "traîtrise". Le MDRM démantelé, nous arrivons très vite à l'indépendance avec une élite politique complètement divisée, et un non-dit terrible : "les côtiers" auraient livré l'île à la France. En même temps, pendant l'insurrection, Antananarivo n'a pas bougé, les affrontements ont eu lieu en dehors d'Antananarivo, les "côtiers" du MDRM à ce moment-là s'estimant trahis par Antananarivo. L'indépendance voit la France favoriser les dirigeants du PADESM. Ainsi, le premier président de la République, Philibert Tsiranana, est issu de ce parti, le PADESM. Et malgré le consensus adopté par Tsiranana (il appela au gouvernement les figures historiques du MDRM, Ravoahangy Andrianavalona, Jacques Rabemananjara), ce problème a persisté, les politiques se déchirant toujours sur ce qui s'est passé en 1947, qui doit gérer l'île : Antananarivo ou les régions côtières ? Centralisation ? Décentralisation ? Et le rapport avec la France ? Continuer avec ou sans ?

Madagascar n'a pas réglé ces deux questions essentielles : la question des régions, et la réconciliation des élites et des hommes politiques. Et ces deux questions découlent directement des deux répressions coloniales. Notre lâcheté ou notre problème aura été de n'avoir pas mis ces questions au centre de nos discussions avant de proposer une politique quelconque. Madagascar ne pourra jamais tourner la page

Les morts sans nombre d'une insurrection

Madagascar 1947, Entretien avec J.L. Raharimanana

Olivier Favier: Aujourd'hui se met en place, comme je l'écrivais en introduction, une littérature nouvelle. Elle apporte une tardive reconnaissance aux faits dans le seul but, semble-t-il, d'en relativiser la portée. Ces discours résonnent comme un prolongement du silence. De ce point de vue, l'exemple de Madagascar est particulièrement révélateur de quelques évolutions liées aux études postcoloniales. Il me semble en effet qu'on glisse peu à peu du «lieu d'oubli» à la «guerre de mémoires». Certes, la formule de Benjamin Stora s'applique à un cas très différent, celui de la guerre d'Algérie, dont la mémoire est revendiquée par deux communautés numériquement importantes, les Algériens eux-mêmes et les Pieds-noirs. Longtemps pourtant, la grande île est apparue elle aussi comme un fleuron de l'empire colonial français, et le général Gallieni est encore très présent dans les odonymes – à commencer par la gare routière de Paris. Seuls les massacres et la réalité du système colonial -autrement dit l'essentiel- ont été tenus à l'écart de cette légende dorée. Quels ont été, et quels sont aujourd'hui, les porteurs de la mémoire cachée des deux pacifications? Quels ont été et quels sont pour vous les vecteurs d'une histoire possible?

Jean-Luc Raharimanana: J'aimerais d'abord revenir sur les formules "lieu d'oubli" et "guerre de mémoires", il est important de savoir de quel point de vue on observe la situation. Les Malgaches n'ont pas oublié les deux pacifications, c'est à dire celle de Gallieni au début du siècle, et celle de 1947. Le terme « ady anaty akata » est entré dans le vocabulaire malgache, c'est la stratégie adoptée par les guerriers malgaches dans le sud de l'île pour résister à l'avancée de Gallieni. Le terme qui signifie littéralement "affrontement dans les cactus"... désigne ces attaques rapides et le repli immédiat dans la forêt de cactus. Est resté également "zarazarao anjakana", ou "diviser pour régner", la politique militaire et coloniale de Gallieni. Et surtout, est resté ce qui demeure jusqu'à aujourd'hui l'un des plus grands problèmes politiques et économiques de Madagascar, l'instauration des provinces et la classification ethniques des régions. Et là, c'est un héritage direct de Gallieni qui a fixé administrativement les ethnies dans les régions, l'ethnie étant beaucoup plus mouvante avant l'arrivée de Gallieni et l'instauration du code de l'indigénat où les Malgaches pour aller d'une région à une autre étaient contraints de payer soit une taxe, soit de demander l'autorisation. Madagascar jusqu'à aujourd'hui n'arrive pas à se dépêtrer de cette situation, il y a des frontières imaginaires dans nos têtes, les provinces sont

inscrites dans nos mémoires, nous changeons de ville, de régions, nous adoptons d'autres attitudes, d'autres manières de voir nos compatriotes, des préjugés, des craintes... D'ailleurs les différentes crises politiques à Madagascar à partir de 1991 viennent directement de cette question, que faire des provinces ? Il y a eu la tentative de Régions autonomes après le retour de Didier Ratsiraka en 1995, l'instauration des 22 régions depuis Ravalomanana, et l'idée récurrente du fédéralisme, mais fédéralisme sur quelle base ? Quelles seront les régions fédérées ?

L'autre mémoire concerne 1947. Cette pacification a clairement déterminé les rapports entre les politiciens malgaches. Lors du soulèvement, les autorités françaises ont porté un coup fatal au parti MDRM en arrêtant ou en fusillant ses membres. Les "rebelles" se sont ensuite identifiés au parti. MDRM est ainsi devenu synonyme de "patriotisme". Un autre parti existait à l'époque : le PADESM (Parti des deshérités de Madagascar), un parti qui comptait essentiellement des élites des régions côtières, un parti qui prônait l'indépendance aux côtés de la France. La répression de 1947 a fait basculer les choses, le PADESM a dénoncé le MDRM et s'est rangé du côté de la France. PADESM est ainsi devenu synonyme de "traîtrise". Le MDRM démantelé, nous arrivons très vite à l'indépendance avec une élite politique complètement divisée, et un non-dit terrible : "les côtiers" auraient livré l'île à la France. En même temps, pendant l'insurrection, Antananarivo n'a pas bougé, les affrontements ont eu lieu en dehors d'Antananarivo, les "côtiers" du MDRM à ce moment-là s'estimant trahis par Antananarivo. L'indépendance voit la France favoriser les dirigeants du PADESM. Ainsi, le premier président de la République, Philibert Tsiranana, est issu de ce parti, le PADESM. Et malgré le consensus adopté par Tsiranana (il appela au gouvernement les figures historiques du MDRM, Ravoahangy Andrianavalona, Jacques Rabemananjara), ce problème a persisté, les politiques se déchirant toujours sur ce qui s'est passé en 1947, qui doit gérer l'île : Antananarivo ou les régions côtières ? Centralisation ? Décentralisation ? Et le rapport avec la France ? Continuer avec ou sans ?

Madagascar n'a pas réglé ces deux questions essentielles : la question des régions, et la réconciliation des élites et des hommes politiques. Et ces deux questions découlent directement des deux répressions coloniales. Notre lâcheté ou notre problème aura été de n'avoir pas mis ces questions au centre de nos discussions avant de proposer une politique quelconque. Madagascar ne pourra jamais tourner la page

Les morts sans nombre d'une insurrection

Madagascar 1947, Entretien avec J.L. Raharimanana

lement. De plus en plus d'historiens s'y lancent bien sûr, mais souvent au risque de voir leurs carrières freinées, une reconnaissance politique de cette question légitimerait les recherches des historiens, permettrait une approche beaucoup plus apaisée de la part aussi des professeurs du secondaire. Mais en lieu et place de cela, nous voyons poindre cette tentative politique et idéologique d'enseigner aux élèves "le rôle positif de la colonisation", et cerise sur le gâteau, l'institutionnalisation de cette idéologie, la création du ministère de "l'identité nationale et de l'immigration", qui pour moi est un déni évident de l'histoire de France. La difficulté de parler de cette mémoire, ce sont les réactions violentes qui s'ensuivent : être qualifié de communautariste, de porteur de haine contre la France, voire contre l'Occident, quand il s'agit juste de revisiter des pans de l'histoire, une histoire de colonisation, de domination. Il n'y a aucune ambiguïté : sur cette période, la France a été colonisatrice, tout comme d'autres pays européens, elle a dominé par les armes, par la répression, et j'évacue le mot pacification, par la violence, par la guerre. Le projet colonial a été un projet européen parfaitement conscient –il suffit de se rappeler la conférence de Berlin pour le partage de l'Afrique, il s'agissait de bâtir des empires aux dépens des populations qui y habitaient. Qu'il y eut infrastructures laissées ou pas, c'est le canon sur la tempe que les colonisés ont construit les voies ferrées, ce sont des morts qui ont servi de fondations aux grands travaux, des travaux forcés qui ont servi de salaires. Il faudrait effectivement faire le bilan un de ces jours, ces grands-travaux ont-ils été réellement réalisés pour le bénéfice des colonisés, n'est-ce pas après les indépendances que les constructions des hôpitaux et autres écoles ont pris réellement leurs essors ? Pour le cas de Madagascar, je rappelle juste que l'université a été créée après l'indépendance, les élèves indigènes n'avaient tout simplement pas le droit de passer le Baccalauréat, il fallait être citoyen français pour le passer... Les exemples sont nombreux mais ce n'est pas l'objet de cet entretien. L'autre difficulté est toujours de trouver l'endroit commun pour échanger. Les universitaires des pays anciennement colonisés n'ont pas beaucoup de possibilité d'être entendus en France. Du coup, c'est aux écrivains qu'il échoit de prendre en charge cette mémoire, mais l'endroit d'où part la parole n'est pas le même. Les écrivains sont sur le terrain de la littérature, les historiens sur le terrain de la "science". D'un côté, une parole supposée "subjective", de l'autre une parole supposée "objective", des auteurs abordant l'histoire par la fiction, des universitaires travaillant sur le

"réel". Personnellement, j'ai dû faire des concessions lorsqu'il s'agissait de commenter mes œuvres. Si l'histoire est présente évidemment, ce n'est pas le sujet principal de mes livres. Dans *Nour*, 1947 par exemple, le sujet principal est le rapport d'un homme avec sa terre, quand les événements ont fait que son amour a été tué, c'est la question de la création de l'identité, d'un fils qui refuse d'avoir été créé, ni par sa mère, ni par son père, ni par l'homme, ni par dieu... Mais les critiques ou les analyses portent invariablement sur 47, sur l'histoire, la colonisation... J'ai dû prendre à chaque fois des accents d'historien car malgré tout, ce qui plane au dessus des paroles venues du Sud, c'est la question coloniale qui n'a pas été réglée. Alors, je ne parlerais pas de lieu d'oubli, mais de lieu de silence, y mettre des mots, c'est forcément faire face à la monstruosité, on le devine, on le sent, on le sait, les diverses tentatives de négation ou de déni ne sont que dérobadés face à l'inacceptable. C'est une des raisons qui expliquent la forme de mon livre *Madagascar*, 1947, entre voix, essai et document, une voix absolument personnelle qui veut s'extraire du silence, une argumentation sur la nécessité de la mémoire et un document pour présenter des faits. C'est ainsi que naturellement, le livre est devenu une pièce de théâtre, c'est ainsi également que la pièce est avant tout le rétablissement de la voix des insurgés de 1947, un hommage aux morts, pour les sortir de l'oubli, du silence. Ce n'est pas une pièce polémique destinée à culpabiliser ou à dénoncer, c'est d'abord reprendre mots et reconnaître la souffrance issue de ce conflit. C'est difficile après d'analyser la réaction des gens. À la fin de la pièce, il y a toujours eu un long, très long silence du public. Les débats n'étaient pas possibles en sortant de la pièce. Le public encaissait. Ce n'est qu'après que j'ai reçu des réactions, par des lettres, des entretiens. Ce que j'ai constaté, c'est que la jeunesse française est avide de savoir, que le débat est plus serein avec elle. C'est la loi de la mémoire, la troisième génération est plus apte à laisser de côté les animosités mémorielles. Mon avis est qu'actuellement en France, il y a une résurgence de la pensée coloniale, mais je continue à penser que ce n'est que le soubresaut d'une pensée qui ne pourra pas éternellement nier l'évidence : la colonisation fut une de ces monstruosités, que l'histoire sait dispenser à l'humanité ou plutôt que l'humanité sait réserver à l'histoire. Mais on est face aussi à la question du choix du présent, quel présent vivre ? Et lorsqu'on sait que ce présent est le résultat d'un passé monstrueux, comment s'en accommoder ? En reconnaissant les crimes ou en les oubliant ? Toute société est

Les morts sans nombre d'une insurrection

Madagascar 1947, Entretien avec J.L. Raharimanana

lement. De plus en plus d'historiens s'y lancent bien sûr, mais souvent au risque de voir leurs carrières freinées, une reconnaissance politique de cette question légitimerait les recherches des historiens, permettrait une approche beaucoup plus apaisée de la part aussi des professeurs du secondaire. Mais en lieu et place de cela, nous voyons poindre cette tentative politique et idéologique d'enseigner aux élèves "le rôle positif de la colonisation", et cerise sur le gâteau, l'institutionnalisation de cette idéologie, la création du ministère de "l'identité nationale et de l'immigration", qui pour moi est un déni évident de l'histoire de France. La difficulté de parler de cette mémoire, ce sont les réactions violentes qui s'ensuivent : être qualifié de communautariste, de porteur de haine contre la France, voire contre l'Occident, quand il s'agit juste de revisiter des pans de l'histoire, une histoire de colonisation, de domination. Il n'y a aucune ambiguïté : sur cette période, la France a été colonisatrice, tout comme d'autres pays européens, elle a dominé par les armes, par la répression, et j'évacue le mot pacification, par la violence, par la guerre. Le projet colonial a été un projet européen parfaitement conscient –il suffit de se rappeler la conférence de Berlin pour le partage de l'Afrique, il s'agissait de bâtir des empires aux détriments des populations qui y habitaient. Qu'il y eut des infrastructures laissées ou pas, c'est le canon sur la tempe que les colonisés ont construit les voies ferrées, ce sont des morts qui ont servi de fondations aux grands travaux, des travaux forcés qui ont servi de salaires. Il faudrait effectivement faire le bilan un de ces jours, ces grands-travaux ont-ils été réellement réalisés pour le bénéfice des colonisés, n'est-ce pas après les indépendances que les constructions des hôpitaux et autres écoles ont pris réellement leurs essors ? Pour le cas de Madagascar, je rappelle juste que l'université a été créée après l'indépendance, les élèves indigènes n'avaient tout simplement pas le droit de passer le Baccalauréat, il fallait être citoyen français pour le passer... Les exemples sont nombreux mais ce n'est pas l'objet de cet entretien. L'autre difficulté est toujours de trouver l'endroit commun pour échanger. Les universitaires des pays anciennement colonisés n'ont pas beaucoup de possibilité d'être entendus en France. Du coup, c'est aux écrivains qu'il échoit de prendre en charge cette mémoire, mais l'endroit d'où part la parole n'est pas le même. Les écrivains sont sur le terrain de la littérature, les historiens sur le terrain de la "science". D'un côté, une parole supposée "subjective", de l'autre une parole supposée "objective", des auteurs abordant l'histoire par la fiction, des universitaires travaillant sur le

"réel". Personnellement, j'ai dû faire des concessions lorsqu'il s'agissait de commenter mes œuvres. Si l'histoire est présente évidemment, ce n'est pas le sujet principal de mes livres. Dans Nour, 1947 par exemple, le sujet principal est le rapport d'un homme avec sa terre, quand les événements ont fait que son amour a été tué, c'est la question de la création de l'identité, d'un fils qui refuse d'avoir été créé, ni par sa mère, ni par son père, ni par l'homme, ni par dieu... Mais les critiques ou les analyses portent invariablement sur 47, sur l'histoire, la colonisation... J'ai dû prendre à chaque fois des accents d'historien car malgré tout, ce qui plane au dessus des paroles venues du Sud, c'est la question coloniale qui n'a pas été réglée. Alors, je ne parlerais pas de lieu d'oubli, mais de lieu de silence, y mettre des mots, c'est forcément faire face à la monstruosité, on le devine, on le sent, on le sait, les diverses tentatives de négation ou de déni ne sont que dérobades face à l'inacceptable. C'est une des raisons qui expliquent la forme de mon livre Madagascar, 1947, entre voix, essai et document, une voix absolument personnelle qui veut s'extraire du silence, une argumentation sur la nécessité de la mémoire et un document pour présenter des faits. C'est ainsi que naturellement, le livre est devenu une pièce de théâtre, c'est ainsi également que la pièce est avant tout le rétablissement de la voix des insurgés de 1947, un hommage aux morts, pour les sortir de l'oubli, du silence. Ce n'est pas une pièce polémique destinée à culpabiliser ou à dénoncer, c'est d'abord reprendre mots et reconnaître la souffrance issue de ce conflit. C'est difficile après d'analyser la réaction des gens. À la fin de la pièce, il y a toujours eu un long, très long silence du public. Les débats n'étaient pas possibles en sortant de la pièce. Le public encaissait. Ce n'est qu'après que j'ai reçu des réactions, par des lettres, des entretiens. Ce que j'ai constaté, c'est que la jeunesse française est avide de savoir, que le débat est plus serein avec elle. C'est la loi de la mémoire, la troisième génération est plus apte à laisser de côté les animosités mémorielles. Mon avis est qu'actuellement en France, il y a une résurgence de la pensée coloniale, mais je continue à penser que ce n'est que le soubresaut d'une pensée qui ne pourra pas éternellement nier l'évidence : la colonisation fut une de ces monstruosité, que l'histoire sait dispenser à l'humanité ou plutôt que l'humanité sait réserver à l'histoire. Mais on est face aussi à la question du choix du présent, quel présent vivre ? Et lorsqu'on sait que ce présent est le résultat d'un passé monstrueux, comment s'en accommoder ? En reconnaissant les crimes ou en les oubliant ? Toute société est

— Antsa

Ile !

Ile aux syllabes de flammes !

Jamais ton nom

Ne fut plus cher à mon âme !

Ile,

Ne fut plus doux à mon cœur !

Ile aux syllabes de flamme,

Madagascar !

Quelle résonnance !

Les mots

fondent dans ma bouche :

Le miel des claires saisons

Dans le mystère de tes sylves,

Madagascar !

Je mords la chair vierge et rouge

Avec l'âpre ferveur

Du mourant aux dents de lumière

Madagascar !

*Un viatique d'innocence
dans mes entrailles d'affamé,
Je m'allongerai sur ton sein avec
la fougère du plus ardent
de tes amants, du plus fidèle,
Madagascar !*

*Qu'importent le hululement
des chouettes
le vol rasant et bas
des hiboux apeurés sous le faîtage
de la maison incendiée !
oh, les renards, qu'ils lèchent
leur peau puante du sang
des poussins, du sang auréolé
des flamants-roses !
Nous autres, les hallucinés de l'azur,
nous scrutons
éperdument tout l'infini de bleu
de la nue,
Madagascar !*

*Chant élogieux
prononcé en présence du
souverain est une œuvre
écrite à la prison
d'Antanimora en mai 1947
Jacques RABEMANANJARA*

— chapitre 4 — Comme une renaissance

« Votre chance, c'est que vous êtes une nation
à reconstruire, dont l'unité linguistique
et culturelle n'est plus à faire »

1. Léopold Sédar Senghor disait lors de son discours officiel prononcé à Antananarivo en 1966, sur le projet de communauté francophone.
2. A l'aube du 21^e siècle, quelle politique linguistique pour Madagascar Irène Rabenoro & Suzy Rabenarivo

« Le cas de Madagascar est particulier en ce qu'il met en jeu non pas différentes langues mais plusieurs variétés d'une même langue. Fait enviable dans le contexte africain, car une telle situation devrait théoriquement faciliter la définition d'une politique linguistique. Et pourtant, l'entreprise est loin d'être aussi simple qu'on ne le croit. »

À la recherche de ce qui est perdu

Un article de Rabearivelo, daté du 24 février 1932, devait donner un nouvel essor à ce mouvement littéraire. Nous en proposons ci-dessous quelques extraits :

Nous ne nous connaissons pas et nous n'avons pas encore réfléchi sur nous-mêmes, 7 en ce qui concerne la poésie. Pourtant, c'est en elle que réside notre personnalité ; car la poésie sert de miroir pour voir ce que contient le cœur et ce que cache l'âme. La raison vient peut-être du fait que nous sommes fascinés par ce qui est extérieur et que nous ne cherchons, dans la lecture des poèmes, que les sonorités ou les alliances de mots charmant l'oreille.

De ce fait, les conséquences graves et malheureuses c'est que nous ne sommes ni en progrès ni à reculons, et nous ne faisons que répéter à longueur d'année. Depuis des dizaines d'années, nous avons intégré dans nos poèmes les modèles et les règles de l'étranger. Nous les avons aussitôt adoptés et appliqués à tout prix. Dans notre empressement à vouloir changer de forme, comme on changerait de tresses des cheveux, nous n'avons même pas étudié si ces nouvelles mesures pourraient être en harmonie avec la musique de notre langue, si elles l'embelliraient ou la détruiraient. Et nous avons délaissé et même oublié ce qui fut nôtre. Brimé parce que vieux, blâmé parce que désuet. Il n'y a jusqu'à la perception de l'ouïe qui n'ait changé et de ce fait aussi celle du cœur ; à la fin, ce fut la perte des mots simples, changés en bavardages rimés. (...) Si tu redonnes à la perception de tes oreilles ses facultés originelles, nous sommes certains que tu y retrouveras ce qui était perdu.

Claire Riffard. Le mouvement littéraire Mitady ny very (à la recherche des perdus) : Une ressource fondamentale pour la poésie malgache contemporaine. 'L'ici et l'ailleurs'. Postcolonial Literatures of the Francophone Indian Ocean, 2008, pp.209-223. jfhalshs-01064182f

1929 - 1945 : La littérature «mitady ny very» (à la recherche de ce qui est perdu)

Les grandes lignes :

Engagement politique (indépendance)

retour aux valeurs traditionnelles malgaches, lutte contre la colonisation

quête du bonheur, retour aux sources,

Les faits :

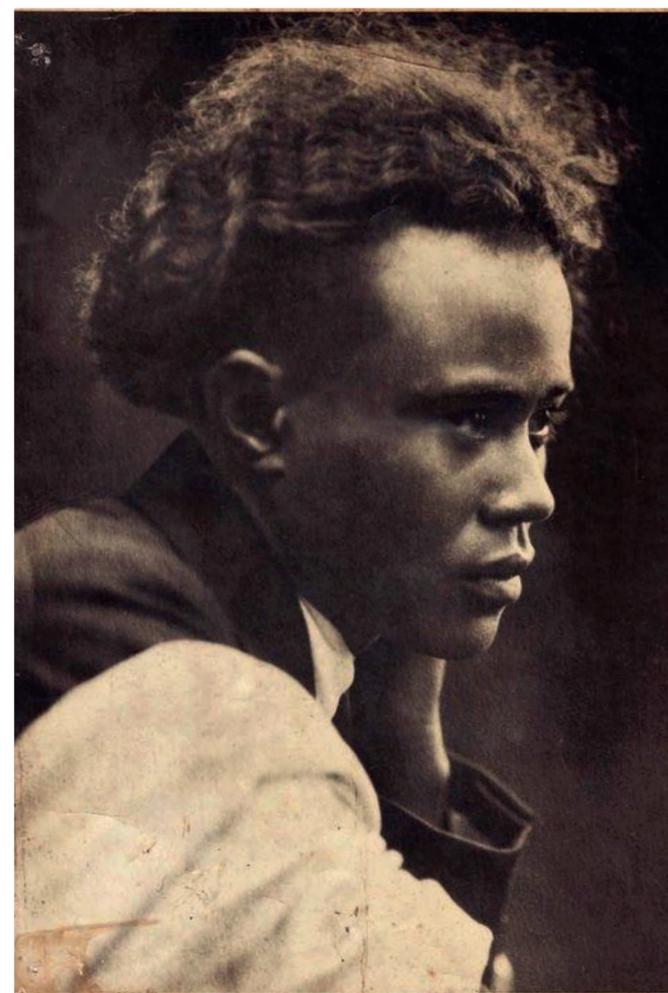
dépréciation de la monnaie malgache,

revendication de décolonisation

« Comme les lamantins vont boire à la source »

Léopold Sédar Senghor, postface d'*Ethiopiennes*, nous apprend beaucoup sur la littérature contemporaine de l'Océan Indien en opérant de temps à autres quelques retours en arrière ; en remontant jusqu'à ses sources. Cette contribution voudrait attirer l'attention sur une période mal connue et pourtant tout à fait capitale de l'histoire littéraire malgache, au début du XXe siècle, une période de Renaissance littéraire et culturelle qui jusqu'à présent n'a fait l'objet que de très peu de recherches dans le champ universitaire francophone. Pour au moins une raison : le corpus d'étude est presque entièrement en langue malgache. Mais la démarche et les expérimentations littéraires de ce mouvement ont eu une influence décisive sur la poésie malgache du XXe siècle, qu'elles continuent à nourrir de l'abondance de leurs propositions à la fois conceptuelles et poétiques.

La singularité et la force d'innovation du mouvement Mitady ny very se posent en rupture face aux renoncements et aux compromissions de la littérature dominante de l'époque.



Jean-Joseph Rabearivelo 1901-1937 est l'un des principaux fondateurs de la littérature contemporaine malgache. Poète, romancier et dramaturge, mais aussi essayiste et théoricien de la littérature, il a exploré des pistes et proposé des axes de création qui ont influencé durablement l'écriture littéraire dans son pays, à tel point que les écrivains actuels se considèrent souvent comme ses enfants.

Rabearivelo développe progressivement une grande amertume contre la société coloniale. Ce sentiment est lisible dans ses *Calepins bleus*, son journal intime de quatre volumes, un monument de 1800 pages encore inédit, tenu entre 1924 et 1937 ; une rancune féroce s'y exprime contre le manque de reconnaissance dont il est l'objet. Parallèlement, le milieu de la bourgeoisie malgache considère avec méfiance « les désordres de sa vie privée, vie d'artiste avide d'explorer toutes les sensations, et même de braver tous les interdits, quoique Rabearivelo [soit] marié et père de cinq enfants. Mais surtout, on le suspect[e] de singer les Européens, de servir d'alibi à la France » (2). Rabearivelo se sent doublement exclu. C'est dans cet état d'esprit, mais aussi sans doute à cause de graves difficultés matérielles, que le poète met fin à ses jours au début de l'hiver austral, à Tananarive le 22 juin 1937.

— *chapitre 5*
Négritude *Malgachitude*
Francophonie *Malgachisation*

Jacques Rabemananjara est né à Ma-roantsetra dans la baie d'Antongil sur la côte Est de Madagascar le 23 juin 1913. Après un bref séjour au petit séminaire sur l'île Sainte Marie, il rejoint la capitale, Antananarivo, pour finir ses études au grand séminaire.

En 1935-36, dix numéros du mensuel *Revue des jeunes de Madagascar*, dont il assume la direction, sont publiés mais les autorités coloniales considèrent leur contenu dangereux et en interdisent la publication.

En 1946, il rencontre les docteurs Raseta et Ravoahangy et ensemble, depuis Paris, ils fondent le MDRM (mouvement démocratique de la rénovation malgache).

Élu député de la région de Tamatave en 1946, Rabemananjara ne pourra cependant pas siéger à l'Assemblée Nationale. En effet, aux lendemains de l'insurrection malgache de mars 1947, Jacques Rabemananjara, suspecté d'en être l'un des instigateurs, est arrêté, torturé, jugé et condamné à la prison à perpétuité. C'est au cours de ces longues années passées en prison qu'il écrira les poèmes *Antsa*, *Lamba* et *Antidote* qui lui vaudront le titre de « chantre de la négritude ».



« Plus d'un observateur s'est laissé prendre au silence des masses malgaches. Le calme, le sourire avec lesquels ces hommes doux accueillent l'interminable monologue de la France n'équivalaient-ils pas à une acceptation heureuse de leur sort. »

Jacques Rabemananjara, au Parlement français en 1946

Le métissage est l'avenir du monde.

disait Jacques Rabémananjara lors d'un entretien avec Antoine Perraud

Jacques Rabémananjara « est la réplique malgache de Léopold Sédar Senghor (à « négritude » on substitue « malgachitude » » (Pela Ravalitera « Jadis et naguère » in L'Express de Madagascar le 1er avril 2005). Contrairement à ce que certains croient ou voudraient nous faire croire, ces deux concepts ne sont pas antinomiques mais interdépendants.

En effet, la « malgachitude » (terme récent qui reste à être clairement défini) est un département de la négritude. C'est ainsi que lorsque Léopold Sédar Senghor publie, en 1948, un des manifestes de la négritude sous forme d'anthologie, il l'intitule : « Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache ». Les 16 poètes figurant dans cette anthologie se répartissent géographiquement de la manière suivante : 1 poète guyanais (Léon-Gontran Damas), 3 poètes martiniquais (Gilbert Gratiant, Etienne Lero et Aimé Césaire), 2 poètes guadeloupéens (Guy Tirolien et Paul Niger), 4 poètes Haïtiens (Léon Laleau, Jacques Roumain et Jean-F. Brière, et René Belance), 3 poètes d'Afrique noire (Bigaro Diop, Léopold Sédar Senghor et David Diop) et 3 poètes malgaches (Jean-Joseph Rabèarivelo, Jacques Rabémananjara et Flavien Ranaivo).

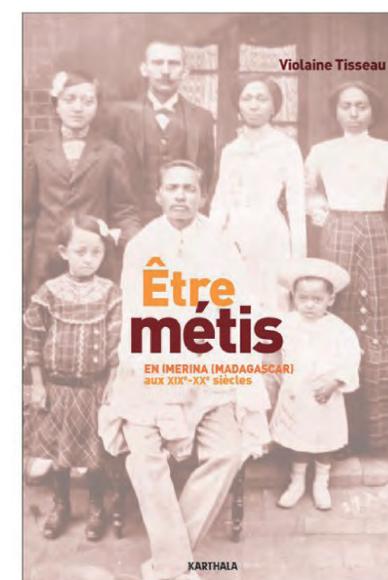
Par la suite, dans les années 50, la négritude (car c'est bien ainsi qu'il faut appeler ce mouvement) va s'enrichir de Camerounais (Francesco Ndistouna et Élongué Epanya Yondo), de Béninois (Paulin Joachim), d'Ivoirien (Bernard Dadié) et de Congolais (Martial Sinda). Chaque poète apportait leurs particularités régionales au sein de ce mouvement littéraire de revalorisation culturelle du monde noir.

Il est vrai que ces poètes étaient reliés entre eux soit au niveau vertical (la lignée africaine) soit au niveau horizontal (leur condition de colonisé). Nous avons alors deux théorisations de la négritude l'une s'attachant essentiellement à l'Afrique et à la souche africaine (Senghor), et l'autre s'attachant aux « hommes de couleur » partageant la même condition de sous-homme (Césaire et Rabémananjara). C'est la pierre d'achoppement entre les théories Senghoriennes et les théories Rabémananjariennes de la négritude.

Source : <http://africultures.com/jacques-rabemananjara-negritude-ou-malgachitude-3878/>

Le métissage est une notion associée à Madagascar depuis les premiers écrits européens sur l'île. En particulier, au XIXe siècle, il est associé au questionnement sur l'origine des Malgaches. Mais il sert aussi de prétexte aux Français pour conquérir l'île. La colonisation qui se met en wplace s'accompagne alors de la création d'une catégorie historique et coloniale, celle de « métis ». Soucieux de conserver l'ordre et le cloisonnement entre les groupes qui permettent son maintien, le pouvoir colonial entreprend une politique particulière à l'égard des métis, en particulier évaluation de leur nombre, prise en charge dans des institutions particulières, décret leur permettant d'accéder à la citoyenneté française plus aisément que les Malgaches.

Source : <https://www.erudit.org/fr/revues/as/2014-v38-n2-as01486/1026163ar/>



La construction d'une image négative du métis

Safiotra, Metisy, Kiriolona, Taikiringa (créole), Karàna, Vazaha

Auteure :

Violaine Tisseau, docteure en histoire de l'Université Paris Diderot

Être métis en Imerina (Madagascar) aux XIXe-XXe siècles, aux éditions Karthala

L'histoire de Madagascar est marquée, depuis l'origine de son peuplement, par l'importance des courants migratoires. De ce fait, les relations intimes entre vazaha (étrangers) et malgaches y sont anciennes. La colonisation de l'île, en 1896, va pourtant conduire à l'émergence de la « question des métis », commune à l'ensemble de l'empire français. Soucieuses de maintenir une situation coloniale hiérarchisée, ordonnée et cloisonnée, les autorités entreprirent une politique particulière à l'égard des métis, qui s'est concrétisée notamment par leur dénombrement, leur prise en charge dans des institutions spécifiques et l'aménagement de la législation pour faciliter leur accès à la citoyenneté française.

Parce que les institutions recueillant les métis y étaient localisées, parce que ces derniers y étaient les plus nombreux et parce que les relations avec l'étranger y étaient ambivalentes, l'Imerina devint le lieu principal d'expression de cette « question métisse ». Or, cette société était organisée en groupes statutaires hiérarchisés dont les unions étaient réglementées. Son fonctionnement en foko (dèmes) associait en outre territorialité et ancestralité. Dès lors, comment les métis, dont l'origine dérogeait en partie à ces règles, ont-ils pu inscrire leurs trajectoires dans cette région ?



1. Les présidents qui se sont succédés après Philibert Tsiranana, depuis la colonisation. Lors d'une assise pour la réconciliation nationale.
2. Les Ampanjaka (chefs traditionnels) lors de la célébration du Alahamady (Nouvel an malgache).

— chapitre 6

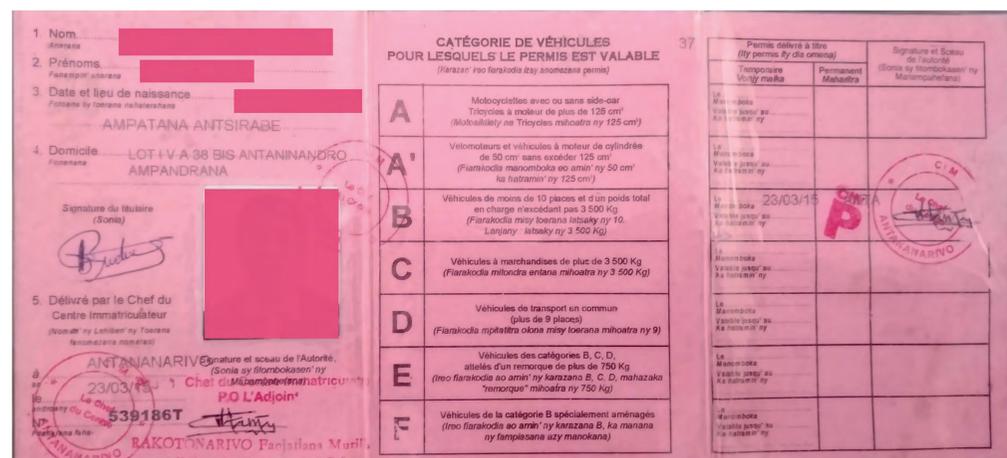
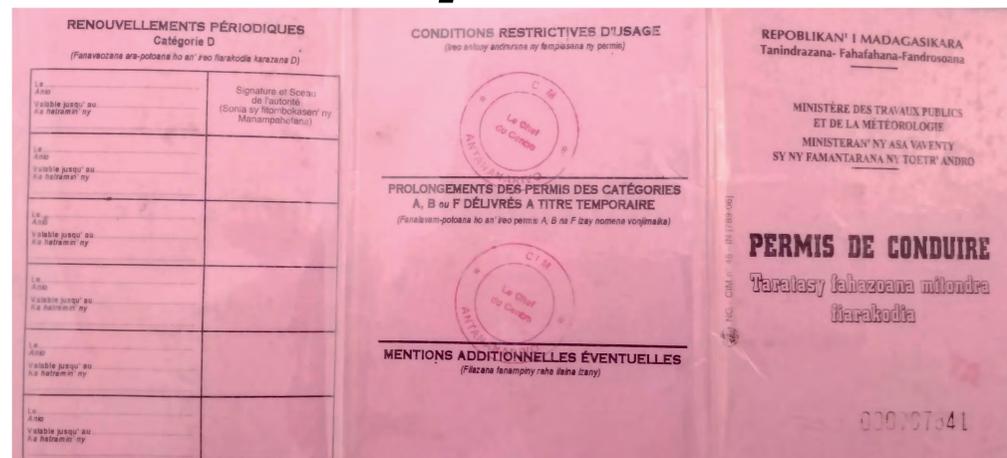
Développement formel et métissage informel

La répartition du peuple est restée jusqu'à aujourd'hui, tel un héritage de la formalisation opérée durant la colonisation, mais tel une traduction de la diversité du peuple également. Les traces de cette catégorisation demeurent visibles dans le quotidien. En témoigne, entre autres, la récente polémique autour de l'interdiction des « cheveux afro » au sein d'un institut supérieur privé.

La colonisation a importé le concept d'Etat qu'elle superpose à une Nation en devenir. Cette Nation continue néanmoins d'évoluer à son rythme et se refuse à la formalité importée. Dorénavant, la structure sociale fait cohabiter deux mondes parallèles qui évoluent à deux vitesses : l'administration officielle ou formelle inspirée du système français et l'administration officieuse ou informelle propre au pays. Ces deux mondes parallèles sont perceptibles ainsi dans le quotidien formel et informel.



— L'institutionnel — une imposition



— L'informel une coexistence au quotidien — le métissage se retrouve aussi dans l'assiette



1. Spécimen de permis de conduire
2. Spécimen de carte d'identité nationale malgache







Composé Métisse	2000 ar
Composé Sensunik	3000 ar
Macaroni Sardine	2000 ar
Macaroni Charcutiere Sens	3000 ar
Macaroni Poulet Sens	3000 ar
Salade de Pâte	2000 ar
Salade de Pâte Speciale	3000 ar
Salade Macaroni	2000 ar
Salade Macaroni Spéciale	3000 ar
Mine Sao Spéciale	3000 ar
Salade Charcutière	3000 ar
Salada Macédoine Spéciale	3000 ar

SENSUNIK

Frite Nature	2000 ar
Frite Fromage	3000 ar
Frite Mortadelle	3000 ar
Sambos Poulet	300 ar
Sambos Tsa-Tsiou	300 ar
Jus de citron	500 ar
Crème Dessert	1000 ar

Salade de RIZ
3000 ar

Salade Sensunik
3000 ar





— chapitre 7

— Les représentations dans l'architecture et l'éducation



1. Dans la brousse d'Amboitra, Dominique Rosanjison, 2017y
2. Dans la brousse de Mananjary, Ny Ando Biaزاماندrosoarivo, 2019

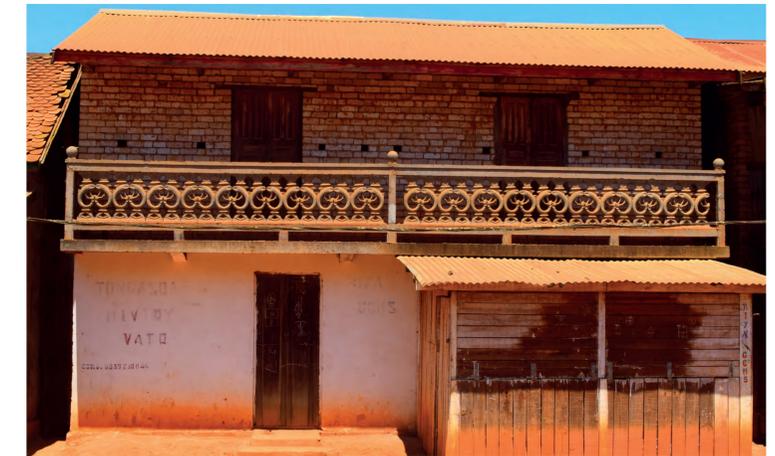
Des cultures et traditions différentes

Quatre éléments de base sont communs à ces maisons : un soubassement en pierre, une maçonnerie de briques enduites, une couverture de tuiles en écailles, et une véranda, à poteaux de briques. Ainsi, ce qui est désigné aujourd'hui sous le terme de « maison traditionnelle des hautes terres » est en fait le résultat d'un mélange entre de nombreuses influences, les principales étant européennes, créole et merina. La maison missionnaire s'agrémenta ensuite de multiples transformations : spécialisation des pièces, piliers extérieurs carrés en briques cuites ou en pierres sculptées, balcons et balustrades ouvragés, toits à plusieurs pentes..



Dans le domaine architectural, l'influence étrangère est ainsi totalement intégrée (on parle de style anglo-merina), si bien qu'elle apparaît aujourd'hui comme un signe de création authentiquement merina. Les Tananariviens d'abord, puis la bourgeoisie des hautes terres ensuite, se sont approprié ce modèle à un point tel que la maison traditionnelle est considérée depuis longtemps comme un type architectural local. L'influence européenne, pourtant forte, n'est plus perçue par la majorité des Malgaches, et le fait que ce modèle ait essaimé dans le monde rural renforce cette représentation : il y a là un remarquable cas de « métissage autochtonisé » [Nativel, 1997].





1. Village du centre sud de Madagascar, 2019
2. Colline Faravohitra, Antananarivo, 2019
3. Etale de friperie et kiosque de mobile money, 2019
4. Chalet en bord de route dans la cote et réutilisation de container, 2019
5. Kiosque de mobile money, épicerie et multi-services, 2019

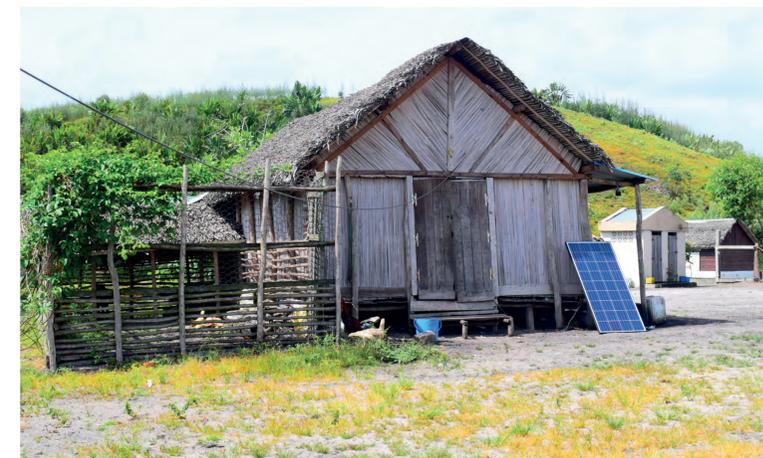


Sélection d'architectures traditionnelles en zone rurale et urbaine de Madagascar





Sélection de genres architecturaux à Tamatave



— Les vivants et les morts se côtoient



1. Cimetière Anjanahary, Antananarivo, 2019
2. Sépulture sur la côte ouest de Madagascar
3. Cimetière Anjanahary, Antananarivo. Etal d'un fabricant de moulure en plâtre devant un tombeau



— L'inscriptions dans la rue





Sélection de photographies de scènes de vie quotidienne où la langue malgache et française cohabitent.



Sélection de photographies de scènes de vie quotidienne où la langue malgache et française cohabitent.





— chapitre 8 **La difficile malgachisation**
inscription dans le système éducatif



Sélection de photographies de scènes de vie quotidienne où la langue malgache et française cohabitent.

Le malgache comme langue officielle

L'indépendance rend son statut de langue officielle au malgache mais il ne parvient pas à s'imposer là où s'est ancré le français.

En 1975 est lancé un vaste mouvement planifié de « Malgachisation » destiné à combler le fossé qui sépare les élites urbaines de l'immense majorité de la population, qui n'a jamais cessé de s'exprimer en malgache, le plus souvent dans ses variantes dialectales.

« La malgachisation en soi n'est pas mauvaise. Il n'y a pas de meilleur outil d'apprentissage pour l'enfant que sa langue première. Mais l'Etat n'avait pas les moyens de ses ambitions, ni les ressources humaines », argumente la socio-linguiste Vololona Randriamarotsimba, dans son bureau de l'Ecole normale supérieure (ENS).

« On a joué aux apprentis sorciers, et maintenant il n'y a plus de consensus ni de volonté politique », résume l'ancien ministre Gratien Horace.

Source : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/24/a-madagascar-la-langue-francaise-en-recul_5037231_3212.html

Auteur :

Vololona Randriamarotsimba

1 La compréhension de la malgachisation se réduit en général à celle d'une politique linguistique éducative (PLE) avec le malgache comme langue d'enseignement. En tant que telle, elle a suscité beaucoup de réactions et a fait couler beaucoup d'encre.

2 La présente contribution se propose de revoir le terme selon une perspective écologique (Haugen, 1971, et Calvet, 1999) destinée à l'intégrer dans son contexte d'évolution pour essayer de la redéfinir et de comprendre les raisons de son échec, resté dans la mémoire collective des Malgaches à ce jour et à l'origine de la phobie dont elle fait, à tort ou à raison, l'objet.

3 Le terme malgachisation est apparu dans le contexte malgache des années 70, période pendant laquelle Madagascar demeure sous l'emprise totale de la France, l'ancienne puissance coloniale, notamment aux plans économique, politique et éducatif, et ce, malgré son indépendance acquise en 1960. La dépendance du pays à la France explique la stratification sociale dans le milieu éducatif.

La contestation de la situation débute chez les étudiants de l'école de médecine de Befelatanana (Antananarivo) et s'étend au milieu éducatif en janvier 1972. La répression violente dont il a fait l'objet, au lieu de le calmer, l'amplifie et engendre les mouvements sociopolitiques de mai 1972. Les manifestants réclament un retour aux sources, une quête de la « malgachitude » afin de libérer le pays du « joug » colonial, notamment dans la gestion du pays en général et dans l'enseignement en particulier.

4 Au regard de ce qui précède, la malgachisation, loin de se réduire à une PLE valorisant le malgache en tant que langue d'enseignement, correspond en réalité à un vaste projet de société. L'adaptation des programmes et des méthodes d'enseignement aux réalités sociales et économiques malgaches n'est que l'un de ses objectifs et le choix du malgache comme langue d'enseignement, l'une de ses expressions. Les revendications du mouvement peuvent se résumer en deux mots : « démocratisation » et « malgachisation ».



Sélection d'images illustrant des plaques de Collège privé d'expressions françaises dans la ville de Tamatave, 2019.



Le français demeure la langue d'apprentissage, de l'administration et des affaires

1 Décrire l'éducation à Madagascar, c'est évoquer les apports des influences extérieures qui ont considérablement marqué l'histoire de la Grande île, en particulier depuis le début du XIXe siècle. En effet, l'école est née avec l'arrivée des envoyés de la London Missionary Society dont l'œuvre civilisatrice était « conçue et organisée dans un but religieux », tout en appuyant le « développement de l'impérialisme britannique » au sein d'une monarchie soucieuse au départ d'assurer « l'ouverture de Madagascar au travail et au commerce » (Belrose-Huygues, 1993 : 189 et 191).

2 Après la loi d'annexion du 6 août 1896, l'institution scolaire a été réorganisée de façon à constituer un instrument de la domination coloniale française qui s'étendait à tous les secteurs d'activités politiques, économiques et socioculturelles.

3 L'indépendance acquise en 1960 a, d'une certaine façon, renforcé les séquelles d'une gestion des affaires orientée au profit d'une oligarchie (inter)nationale composée de dirigeants, d'industriels et de commerçants. La politique scolaire était alors calquée sur celle de la métropole : programme français, personnel formé

à la française. Ce système élitiste a été totalement remis en question par les événements de 1972. Cependant, la révolution socialiste qui en était issue n'est pas réellement parvenue à tenir toutes ses promesses en matière de décentralisation et de malgachisation de l'enseignement.

4 Depuis 1991, « la transition démocratique », l'ouverture au plurilinguisme et le choix affirmé très récemment en faveur de l'ultralibéralisme semblent animer une dynamique censée permettre l'instauration d'une éducation plus moderne, plus équitable et plus performante.

Ainsi, les caractéristiques du système éducatif malgache actuel découlent d'une « nouvelle donne » dans laquelle défis, options et contraintes s'inscrivent dans un projet de société marqué par la recherche du « développement rapide et durable »¹. Respectueux des « droits et devoirs (...) énoncés dans la Constitution » ainsi que de « certaines valeurs spécifiques (...) telles que les notions de "vie" (aina), "âme-raison constitutive de l'homme" (fanahy maha-olona), de "vertu, sainteté" (hasina) ou "amitié, bonnes relations" (fihavanana), "fidèle aux engagements internationaux" », l'État fait de l'éducation « une priorité nationale absolue » et définit l'enseignement et la formation malgaches comme des processus censés « préparer l'individu à une vie active intégrée dans le développement social, économique et culturel du pays ». Face à ces grands principes, tout est conçu pour soutenir les efforts (inter)nationaux en vue du redressement du secteur éducatif : le cadre institutionnel et administratif, les structures et les stratégies.

1. Velomihanta Ranaivo, « Le système éducatif de Madagascar », Revue internationale d'éducation de Sévres [En ligne], 46 | décembre 2007, mis en ligne le 30 juin 2011 URL : <http://journals.openedition.org/ries/778> ; DOI : 10.4000/ries.778

« La question de la langue est une problématique actuelle de la vie nationale malagasy. Elle touche aussi bien la production littéraire que l'enseignement et l'administration. Elle est étroitement liée à l'histoire, avec les rôles joués par l'évangélisation et la colonisation. Le problème lié à la domination d'une langue a été connu déjà durant la période coloniale. En effet, la langue française voulait supplanter la langue malagasy qui, étant un très bon outil d'évangélisation, était pratiquée dans les écoles des missions anglaises. Ce qui fait que pour apprendre la langue et en comprendre le fonctionnement, les missionnaires anglais s'étaient intéressés aux oeuvres orales. Ils prenaient ainsi le contre-pied des actions coloniales. Sur le plan pratique, leurs principales actions qui ont servi les causes malagasy sont : la conservation de la langue malagasy par l'enseignement et la publication ; la formation d'une élite malagasy tels Raombana et Rainandriamampandry ; la collecte d'oeuvres de la tradition orale, leur transcription, traduction et publication – malpudeur chrétienne. »



1. Elève en primaire écrivant "vary amin'anana" qui signifie "riz aux brèdes (plat typique malgache); mais aussi un langage qui mélange français et malgache (frangache)

1. Voir le « discours programme » du 27 juillet 1972 du Général Gabriel Ramanantsoa et la « Charte de la révolution socialiste malagasy » du 26 août 1975 du Capitaine de corvette (de l'époque) Didier Ratsiraka. Extrait du Journal officiel de la République démocratique de Madagascar, n° 1260, du 31 juillet 1978.
2. Par exemple : la Commission nationale d'Études des Programmes (CNEP), le Bureau d'Études des Programmes (BEP) et l'Organisme Technique d'Études des Programmes (OTEP). Les deux dernières structures ont été remplacées par le Service de la Logistique Pédagogique (SLP) durant la période « révolutionnaire ».
3. La première en donne le contenu et les deux dernières se consacrent à la réalisation technique des suggestions et propositions de celle-ci (Rakotofringa-Antriantsoferana R., 1993, p. 26).

5 Le mouvement aboutit au renversement du pouvoir en place et à l'installation par les manifestants d'un pouvoir militaire en 1972, dirigé par le Général Gabriel Ramanantsoa, propulsé à la tête de l'État pour mener à bon escient le projet de société établi. Il est remplacé en 1975 par un pouvoir « révolutionnaire » du Capitaine de corvette Didier Ratsiraka, porté au pouvoir par le référendum du 21 décembre 1975. La compréhension du terme malgachisation et la conception de sa mise en œuvre varient néanmoins d'un pouvoir à l'autre¹.

6 Selon le « discours-programme » du premier du 27 juillet 1972, « malgachiser » consiste à mettre en synergie les programmes scolaires à établir, les réalités et les besoins socio-économiques du pays, et rompre ainsi avec un enseignement calqué sur celui de la France. La variété officielle de la langue malgache serait la langue d'enseignement, toutefois avec la possibilité de recourir aux variétés régionales en première année d'étude. Empreint de chauvinisme, il a rayé toute référence à la langue française.

7 La conception de la « malgachisation » s'est en revanche mise au diapason de l'idéologie de la révolution « socialiste » lors de l'arrivée au pouvoir de Didier Ratsiraka en 1975 (Randriamarotsimba, 2005, p. 200-202).

8 Selon la « Charte de la révolution socialiste malagasy » (CRSM) appelée communément « Livre rouge » du 26 août 1975, « [e]n proclamant la Révolution, nous avons choisi le chemin de l'honneur et de l'indépendance, nous sommes déterminés à faire l'Histoire pour ne plus subir l'Histoire » (CRSM, 1975, p. 78) ».

9 En ce sens, la nationalisation des entreprises françaises installées dans le pays s'avère un passage obligé pour pouvoir tenir les rênes de l'économie du pays. Le rôle de l'enseignement dans le processus consisterait « à former des techniciens valables dans tous les domaines, à former des militants de la construction du socialisme » dans le pays (CRSM, op. cit.).

10 Pour devenir un allié de la Révolution, l'enseignement devait s'appuyer sur trois idées essentielles, à savoir la démocratisation, la décentralisation et la malgachisation (CRSM, 1975, p. 80). Le dernier mot d'ordre est quant à lui défini de la manière suivante : « Malgachiser l'enseignement signifie harmoniser le contenu et les méthodes de cet enseignement avec les impératifs de la Révolution, c'est-à-dire l'édification d'un État socialiste et véritablement malgache ». (CRSM, 1975, p. 83)

11 La référence identitaire des Malgaches ne pouvait alors se réaliser que via le « socialisme ». L'enseignement « révolutionnaire » ainsi défini se fonde sur tout un programme de gestion des langues, une politique linguistique éducative (PLE) caractérisée par les trois points essentiels selon la fameuse loi 78-080 du 17 juillet 1978, formulée en ces termes : « L'objectif est, conformément au "Livre rouge", l'emploi du "Malgache commun" et jusqu'à la mise au point de ce Malgache commun, seront utilisés le Malgache officiel dans ses variantes régionales et le français »² (loi 78-080, article 10).

12 Le premier point consiste en la mise en place du « malgache commun », qui serait une sorte de koinè, mettant en commun les spécificités de toutes les variétés régionales du pays et à travers lequel tous les Malgaches devaient se reconnaître et s'identifier. Le deuxième renvoie à la toute première, mais également à la toute dernière mention des variétés régionales dans une PLE malgache. Le troisième et dernier point concerne le bilinguisme malgache/français qualifié de « circonstanciel », car motivé par un « réalisme le plus réaliste » qui n'a d'autre intérêt que celui du pays et qui donne la primauté au malgache, la langue nationale (CRSM, 1975, p. 85). Le français est, en ce sens, considéré comme une « fenêtre ouverte sur le monde de la civilisation technique » (CRSM, op. cit.).

13 Le malgache commun demeure un slogan sans lendemain, faute de planification et d'aménagement linguistiques appropriés.



1. Source : <https://stileex.xyz/ecole-associative-madagascar/>



14 La mise en œuvre de ce projet ambitieux dans le milieu éducatif fait de la malgachisation une PLE destinée à révolutionner l'enseignement malgache par la valorisation du malgache dans sa nouvelle fonction de langue d'enseignement. Diverses structures pédagogiques ont été mises en place en guise d'aménagement linguistique³.

Les établissements d'enseignement ne sont guère en reste. Des Commissions pédagogiques d'établissement (CPE) pour l'enseignement secondaire et des « Fanentanana ny Fahaizana mampianatra amin'ny Ambaratonga Voalohany » (FFAV) (animation pédagogique pour le premier degré) ont été mises en place. Elles consistent à faciliter l'autoformation des enseignants et leur participation active aux travaux de réflexion sur les programmes officiels et de recherches pédagogiques (Rakotofiringa-Andriantsiferana, 1993, p. 27).

15 Au regard des langues utilisées par ces organismes, on constate que l'utilisation du malgache dans le primaire semble irréversible, si l'on se réfère à la place que les documents lui accordent. En revanche, la situation paraît stationnaire dans le lycée et semble manifester une certaine hésitation à étendre le processus à ce niveau. Des incohérences notées dans le système nuisent à son bon fonctionnement. Tel est, par exemple, le cas de la traduction de la mathématique en malgache où se confrontent la tendance étymologique et celle fondée sur les emprunts, au grand désarroi des enseignants et des élèves, qui ne savent plus laquelle des deux adopter. Il en est de même de la distorsion entre le discours révolutionnaire des autorités pédagogiques, ses implications sur la réalité pédagogique, et leur conviction politique quant à l'efficacité des changements opérés dans l'enseignement et dans l'ensemble du système.

16 L'incohérence du système est telle que la malgachisation de l'enseignement aboutit à des résultats catastrophiques. Le bilan se résume en une baisse généralisée du niveau des élèves, des taux de redoublement et d'abandon élevés, une baisse de niveau des enseignants, et l'émergence d'une alternance codique malgache-français ou fran-gasy.

17 D'un tel bilan résultent des représentations négatives des Malgaches sur leur langue et son incapacité à devenir une langue d'enseignement, et cela explique le retour au français pour revaloriser cette langue devenue une langue de prestige et préconisée par le Forum national de 1991, émanation des mouvements sociopolitiques de 1991 et réunissant les Forces vives de la Nation. Mais changer de langue d'enseignement ne suffit pas pour améliorer un système éducatif malgache en détresse.

18 Les représentations linguistiques négatives sur la malgachisation perdurent à ce jour jusqu'à devenir une véritable phobie pour certains Malgaches et responsables d'établissements privés et confessionnels. La mémoire collective peine apparemment à comprendre que la malgachisation en soi n'est nullement mauvaise et qu'il lui faudrait, pour réussir, une planification et un aménagement linguistique appropriés au contexte malgache et disposer des ressources financières, humaines et infrastructurelles adéquates. Sans oublier le fait que la langue première de l'enfant constitue le meilleur médium pour acquérir du savoir. La re francisation de l'enseignement adoptée après l'échec de la malgachisation et encore maintenue à ce jour est loin d'avoir résolu le problème au regard des difficultés des élèves à apprendre dans cette langue à cause de l'insuffisance de sa diffusion et, par voie de conséquence, à acquérir du savoir.

La société malgache est-elle plus une mono-ethnie, une mosaïque de diversité ?





Quid de la place de la communauté chinoise et la communauté indo-pakistanaise dans l'identité malgache contemporaine ?

Comment faire du métissage une force plutôt qu'un instrument de division ?



*Comment renouer
avec la diversité et défaire
le système mental
qui construit le rejet
du métissage ?*



***Comment éclater le
cloisonnement opérer
par le colonisateur ?***

